

Projet microcentrale hydroélectrique ERA

Document de présentation du site et esquisse du projet

Energie Renouvelable en **Auvergne**



Table des matières

Préambule	3
1 - IDENTITE DU PORTEUR DE PROJET ET PROPRIETAIRE DU SITE	4
2 - EMPLACEMENT DE L'AMENAGEMENT	4
2.1 Localisation	4
2.2 Références cadastrales	6
2.3 Situation sur un domaine concédé par l'état	7
2.4 Profil en long de la Durolle	7
3 - Description du site du projet ERA	9
3.1 Description du site	9
3.2 Histoire du site	12
4 - Caractéristiques du milieu au site du projet	15
4.1 Hydrologie de la Durolle	15
4.2 Qualité de la Durolle	17
4.3 Continuité écologique sur la Durolle	18
4.4 Zones de protection	19
4.4.1 Le parc naturel régional du Livradois-Forez	19
4.4.2 Les zones Natura 2000	20
4.4.3 Les zones nationales d'intérêt faunistique et floristique	21
5 - L'AMENAGEMENT PREVU : CONSTRUCTION DE LA MICROCENTRALE ERA	22
5.1 Description générale du projet	22
5.2 Capacités techniques du porteur de projet	24
5.3 Libre disposition par le pétitionnaire des terrains investis par le projet	24
5.4 Caractéristiques de la nouvelle l'installation	24
5.4.1 La prise d'eau et le canal d'amenée	24
5.4.2 La centrale	25
5.4.3 Pilotage de l'installation	25
Conclusion	26
ANNEXES	27

Préambule

Le site du projet ERA se trouve sur la Durolle au niveau de la commune de Thiers, au cœur de la vallée des Usines. L'histoire de cette ville est intimement liée à l'utilisation de la force motrice de l'eau.

Au Moyen Age, la Durolle permettait de moudre du grain, de faire fonctionner des papeteries ou encore aux tanneurs d'actionner leurs foulons, mais elle doit sa renommée à la coutellerie, dont Thiers est la capitale Française. A partir du milieu du 19^{ème} siècle, seule cette industrie se maintient. La force motrice de la Durolle est utilisée à plusieurs stades de la fabrication d'un couteau ; des « martinaires » amincissant les barres d'acier aux polisseurs qui se chargent de les aiguiser. Aujourd'hui, pour des raisons de concurrence et de la nécessaire modernisation des outils de travail, la force motrice de la Durolle n'est plus utilisée pour la coutellerie mais de nombreux vestiges de cette utilisation perdurent.

Sur le site du projet, deux seuils traversent la rivière, leur utilisation remonte au Moyen Age. Des éléments indiquent l'existence d'un moulin en ce lieu avant l'édit de Moulins de 1566. Ce fait a amené le pétitionnaire à s'interroger sur la possibilité d'obtenir une reconnaissance du droit fondé en titre pour le futur ouvrage hydroélectrique. Démontrer la consistance de ce droit paraît délicat, de ce fait le pétitionnaire prévoit le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale.

Le projet ERA est soumis à la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique qui instaure un régime d'autorisation pour des puissances inférieures à 4 500 kW. Bien entendu, le projet est également soumis à la législation sur l'eau, codifiée dans le code de l'environnement, en application de la rubrique 5.2.2.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumises à autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau.

Le document présent vient en amont des démarches administratives encadrées par la loi et a pour objectif :

- D'apporter des informations complémentaires aux services de l'Autorité Environnementale dans le cadre du dépôt de la demande d'examen au cas par cas ;
- De recueillir avis, opinions, conseils et remarques de la part des acteurs impliqués (Police de l'eau, Office Français de la Biodiversité et pêcheurs)
- De servir de socle pour des échanges avec les organismes cités ci-dessus mais également avec les instances locales (mairie, communauté de commune, Parc Naturel...) et les usagers économiques et non économiques de l'eau.

1 - IDENTITE DU PORTEUR DE PROJET ET PROPRIETAIRE DU SITE

La SAS (société par actions simplifiée) Anthyllis est propriétaire du site de Recourland, sur lequel porte le projet de microcentrale hydroélectrique.

L'adresse administrative de la société est : 28, Rue de Voisins – 78 430 LOUVECIENNES.

Le président est Monsieur CHALOT Jean-François.

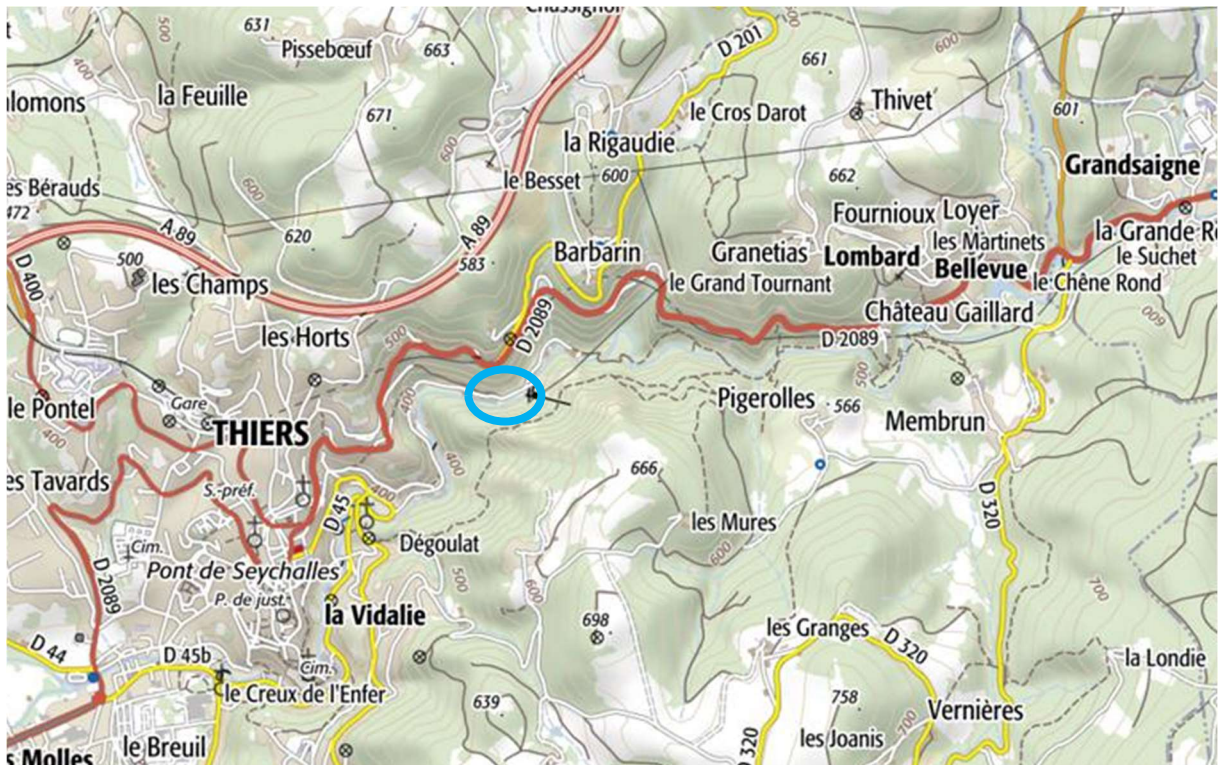
Le présent dossier est élaboré par Marion Chalot, consultante hydroélectricité.

2 - EMPLACEMENT DE L'AMENAGEMENT

2.1 Localisation

Le projet se trouve sur la rivière La Durolle, affluent de la rivière Dore, code hydrographique K29-0310, au Nord Est du département du Puy de Dôme, sur la commune de Thiers.

La Durolle est une rivière non domaniale et classée en liste 1 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement.



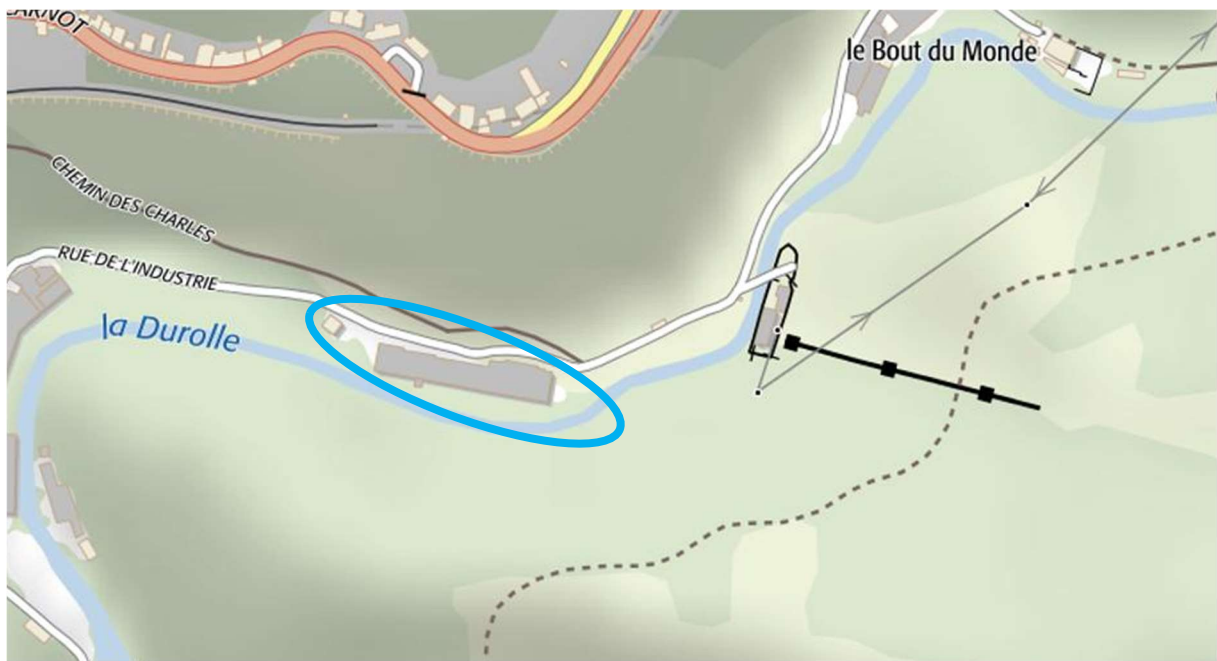


Figure 1 : cartes IGN de l'emplacement du projet – source Géoportail



Figure 2 : vue aérienne de l'emplacement du projet – source Géoportail

2.2 Références cadastrales

La construction de la microcentrale ERA et des éléments permettant son fonctionnement sera réalisée sur les parcelles présentées dans le tableau ci-dessous et visibles sur la vue aérienne.

Elles sont toutes détenues en pleine propriété par la société Anthyllis (justificatif de propriété sous forme d'attestation notariée en pj).

Commune	Section	Parcelles Anthyllis
Thiers	AI	81
Thiers	AI	82
Thiers	AI	83
Thiers	AI	84
Thiers	D	82

Figure 3 : tableau des parcelles concernées par l'opération



Figure 4 : vue aérienne des parcelles concernées par l'opération – source Géoportail

2.3 Situation sur un domaine concédé par l'état

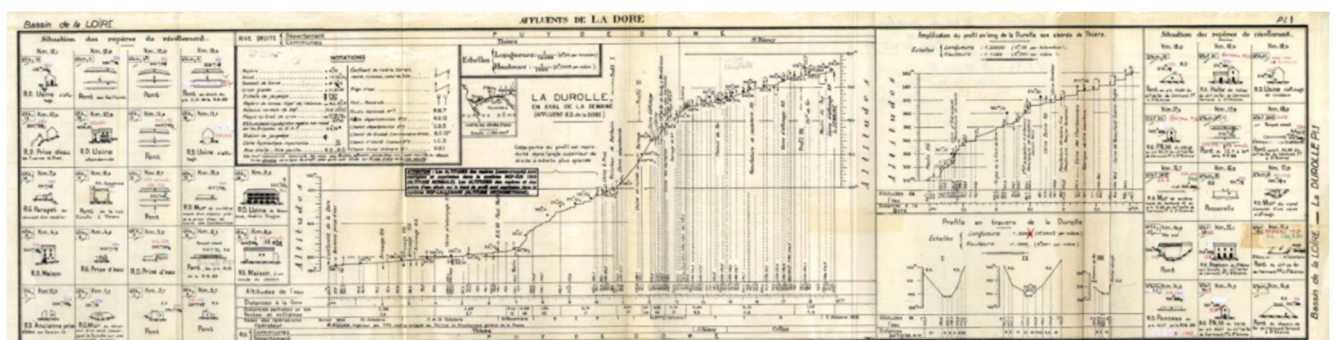
Le projet de microcentrale ERA se trouve situé sur un domaine concédé par l'Etat à la société SHEMA pour l'exploitation de la chute de Thiers (voir en annexe le titre de concession).

Des échanges sont conduits entre la société Anthyllis et la SHEMA afin de s'accorder sur les futures modalités de construction et d'exploitation.

2.4 Profil en long de la Durolle

Le profil en long – daté de 1966 – est issu de la consultation du site Internet de l'IGN (Institut National Géographique) :

http://geodesie.ign.fr/fiches/index.php?module=e&action=e_profils&context=accueil



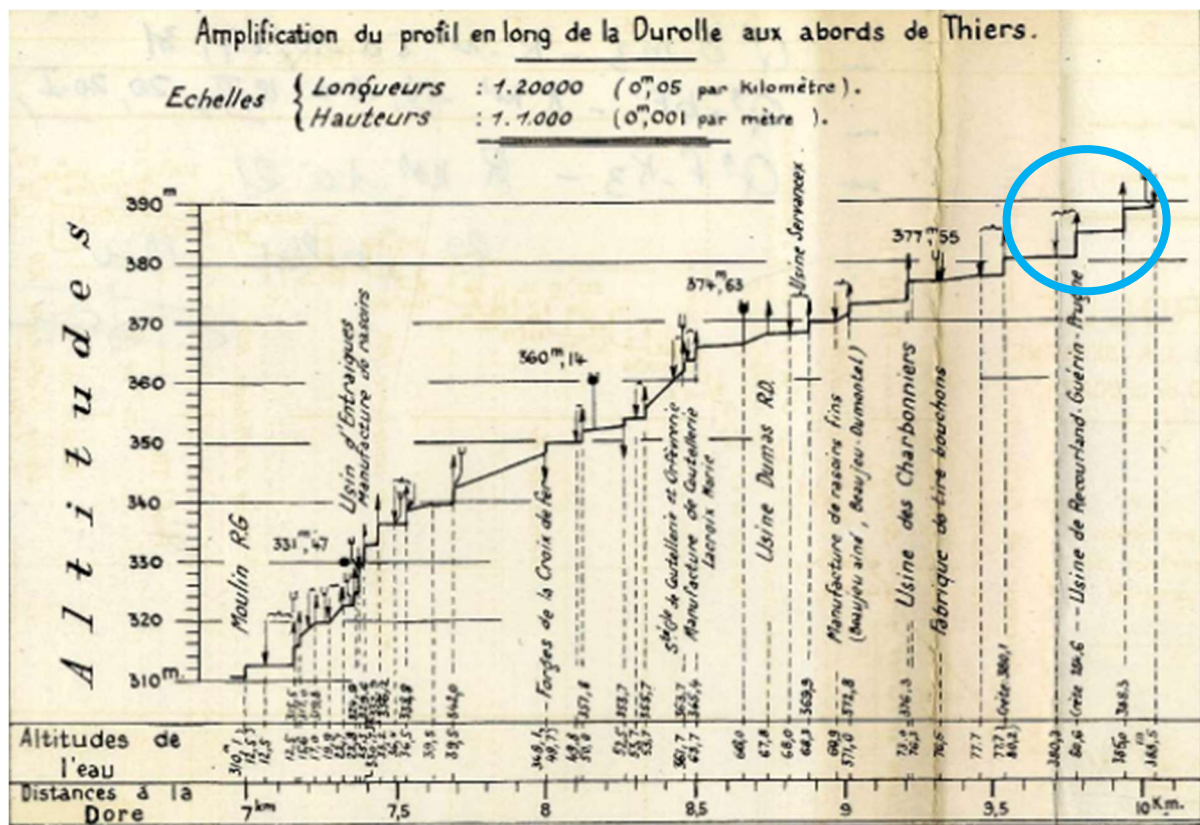


Figure 5 : Situation du projet – profil en long de la Durolle, profil général et zoom sur le secteur de l'aménagement

Source de l'information : <http://geodesie.ign.fr/>

(avertissement sur le site : Les documents ne sont plus mis à jour depuis le début des années 1990. Les altitudes des repères et cotes diverses situés le long du profil (partie centrale du document) sont exprimées dans le système NGF Lallemant ORTHOMETRIQUE. Les altitudes (corrigées en rouge – en 1985) des repères dans les cases croquis (situées de part et d'autre du document) sont, elles, exprimées dans le système légal NGF IGN69 NORMALES. Les écarts entre les altitudes Lallemant Orthométriques et les altitudes normales IGN69 se trouvent sur le site Internet geodesie.ign.fr).

3 - Description du site du projet ERA

3.1 Description du site

Le site du projet ERA longe la Durolle sur 420 m environ, depuis la restitution de l'usine de la SHEMA.

Un premier seuil se trouve très proche de la restitution des eaux de cette usine hydroélectrique, à environ 25 mètres.

Un second seuil présent sur ce tronçon de rivière n'est pas facilement identifiable car il se trouve derrière un bâtiment industriel (ancienne usine Costes), on peut le distinguer sur la photo ci-dessous.



Figure 6 : photo du seuil n°2, situé derrière l'usine

Sur le site on peut voir aussi une maison d'habitation.

On peut retrouver ci-dessous, ces différents éléments du site sur un extrait du plan topographique (le plan topographique est en annexe)

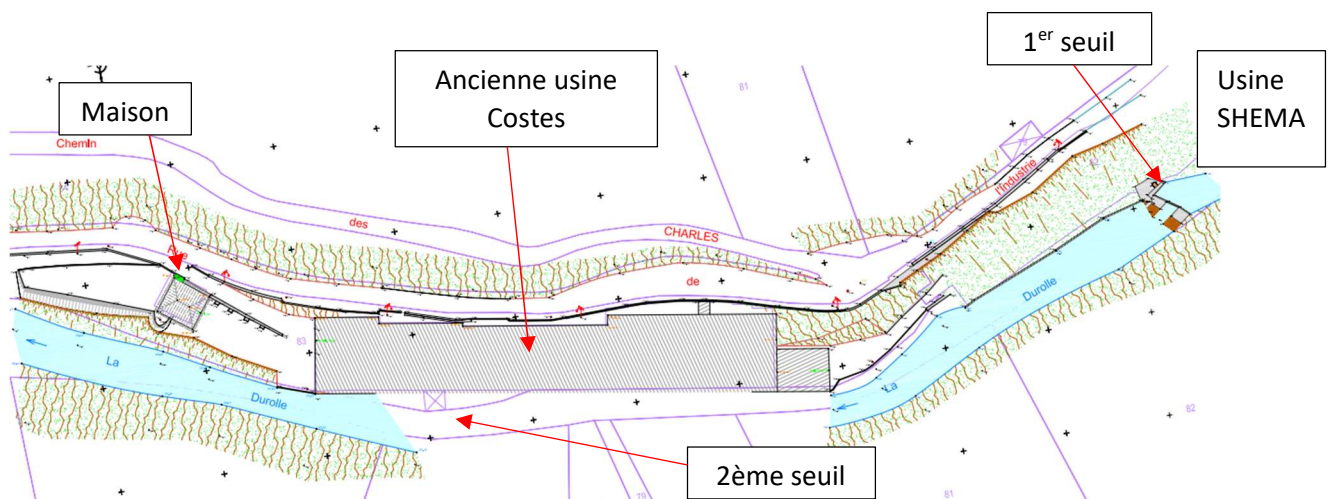
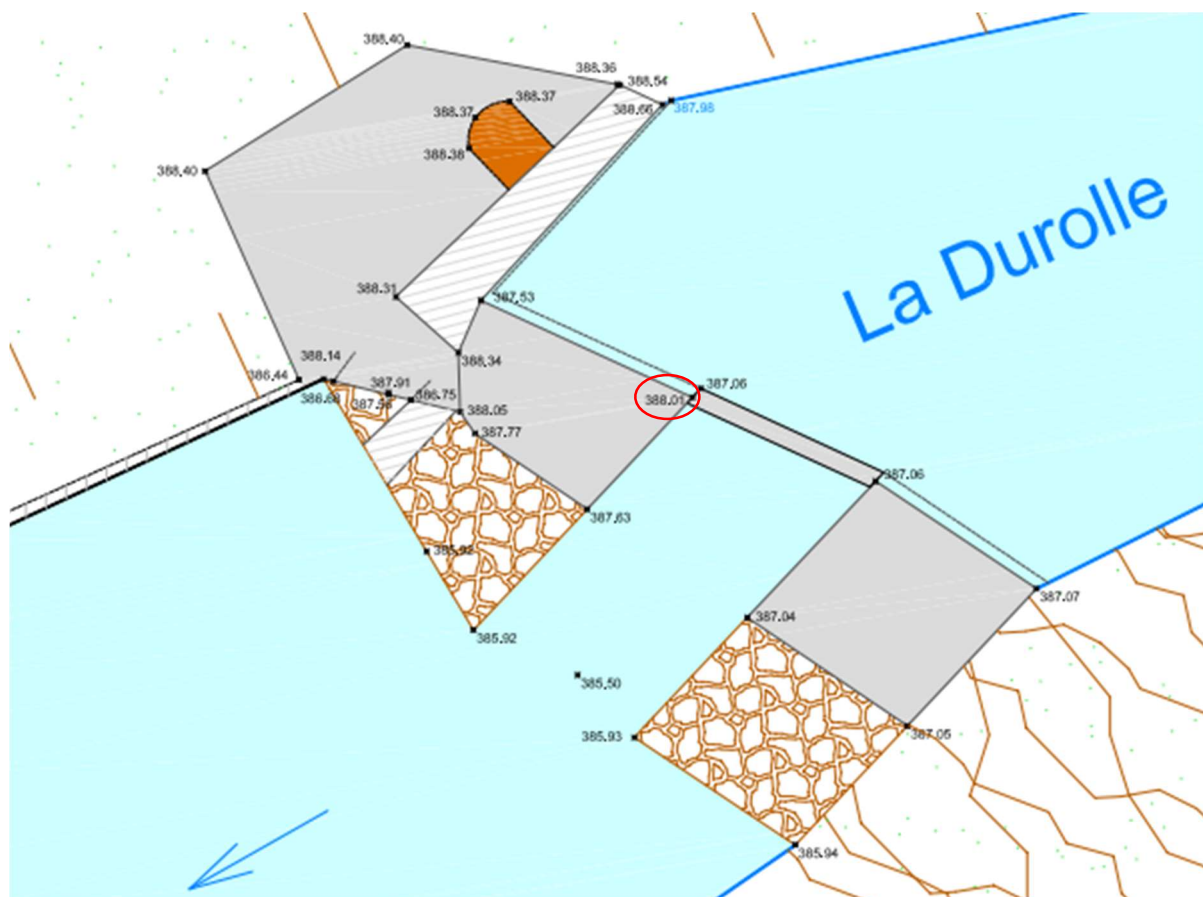


Figure 7 : extrait du plan topographique

Afin d'affiner sa démarche, le porteur du projet a fait réaliser un plan topographique du premier seuil, visible ci-dessous et en détails en annexe. Des photographies de ce seuil permettent de mieux le visualiser.



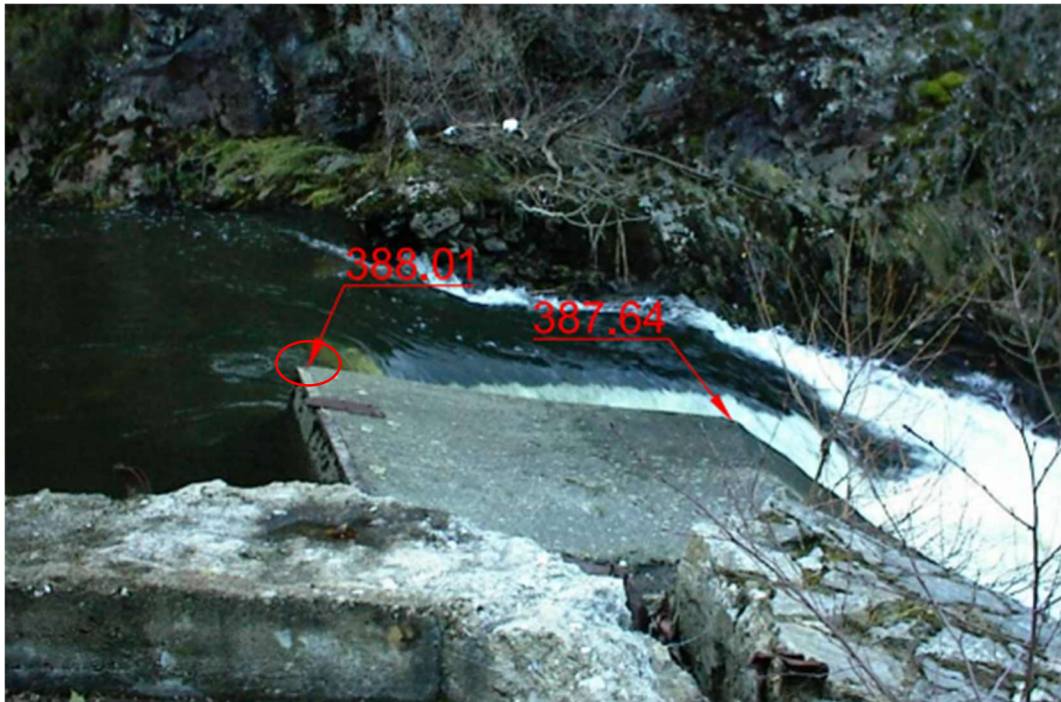


Figure 8 : extrait cadastral et photographie du premier seuil (le même point relevé est entouré en rouge)

3.2 Histoire du site

Le site du projet ERA se trouve dans la vallée des Usines. Il s'agit d'un quartier de la ville de Thiers, en partie dans un état de friche industrielle. Ce territoire présente un riche passé industriel, avec dès le moyen-âge des moulins à farine, des tanneries, des papeteries et bien sûr des coutelleries.

Avec la révolution industrielle, seules les coutelleries se maintiennent avec succès dans ce secteur et continuent leur production grâce à la force motrice de la Durolle.



Figure 9: illustration de l'utilisation de la force motrice de la Durolle par des émouleurs au début du 20^{ème} siècle

Au cours du dernier siècle, pour de nombreuses raisons, les usines désertent petit à petit ce secteur pour s'installer dans la vallée (nécessaire reconversion, problème d'accessibilité, disponibilité de l'énergie électrique...)

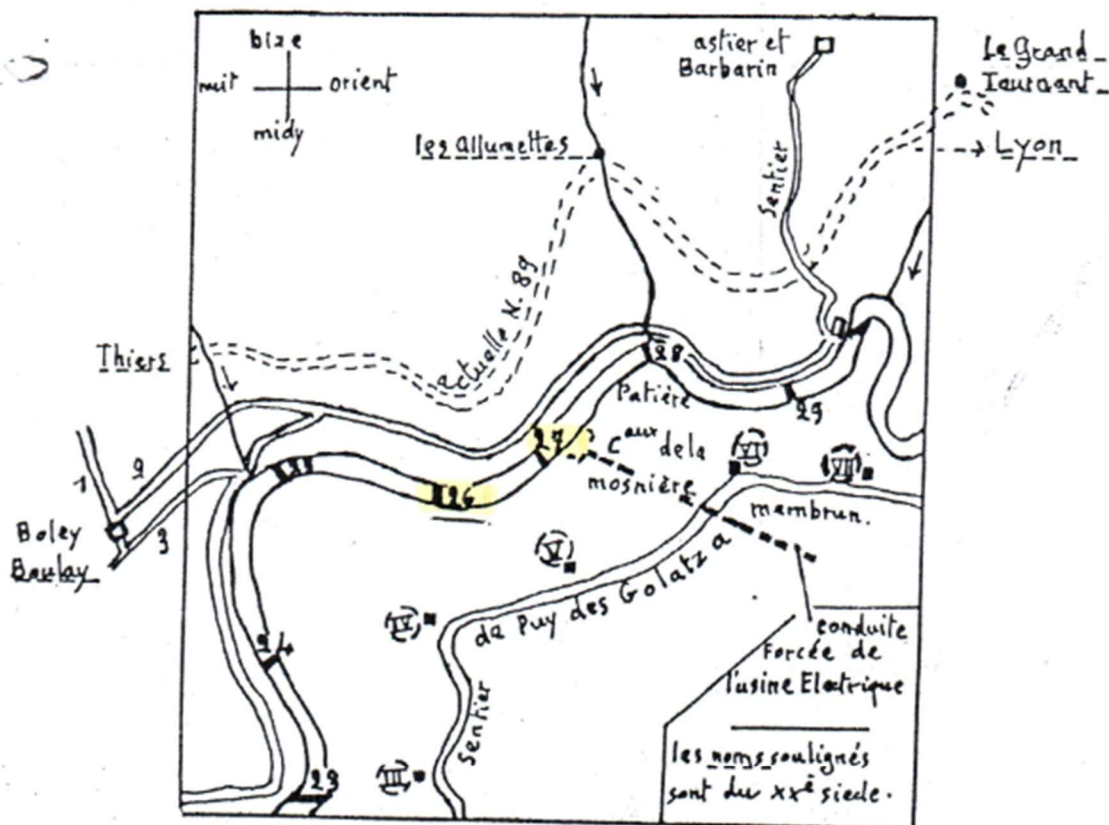
Grace à des études historiques réalisées à partir des Terriers des XV et XVI siècles (manuscripts des redevances foncières dues au Seigneur), on apprend l'existence de l'utilisation de la force motrice de l'eau sur la Durolle avant 1476.

La carte de Cassini nous renseigne également. Elle fut établie entre 1756 et 1815 et nous montre un grand nombre de moulins sur la Durolle à proximité de la ville de Thiers. Les moulins sont signalés par une étoile (cf. Figure 13).



Le premier seuil situé sur la rivière, actuellement juste après la restitution de l'usine de la SHEMA, était utilisé par l'usine de Recourland. La publication « le Pays Thiernois et son histoire » fourni un schéma des installations au 15^{ème} siècle accompagné des modifications actuelles (conduite forcée, route). Dans le cadre de ces recherches, les deux seuils sont nommés écluse n°27 pour le seuil à proximité de l'usine de la SHEMA et écluse n°26 pour le second le long du bâtiment de l'ancienne usine Costes (cf. schéma ci-dessous)

(source : Le pays Thiernois et son histoire par l'association Le Pays Thiernois)



La Durolle et les écluses n° 23 à 29, au 15^{ème} siècle,
au "terroir Margeride sive de la Coste Rochillon"
(III) à (XII) n° des anciens pylônes balisant actuellement le chemin

Figure 12 : dessin représentant le secteur du projet ERA au 15^{ème} siècle, amendé des modifications récentes (source : Le pays Thiernois et son histoire par l'association Le Pays Thiernois)

4 - Caractéristiques du milieu au site du projet

4.1 Hydrologie de la Durolle

Une station de suivi est installée sur la Durolle. Elle est située très en amont du projet de microcentrale, au pont de Chazeau au niveau de la commune de Celles-sur-Durolle, cf. photo aérienne ci-dessous pour visualiser la situation de la station par rapport à celle du projet.



Figure 13 : situation de la station de suivi de la Durolle et du projet-extrait Géoportail

Cette station a été installée en 2016, les données sont donc trop récentes pour obtenir des moyennes utilisables. Les débits classés, présentés dans le tableau ci-dessous, fournissent l'information la plus utile.

Fréquences	0.99	0.98	0.95	0.90	0.80	0.70	0.60	0.50	0.40	0.30	0.20	0.10	0.05	0.02	0.01
Débit (m3/s)	9.350	8.370	5.970	3.970	2.710	1.870	1.480	1.150	0.869	0.542	0.314	0.194	0.131	0.090	0.075

Au vu de la situation géographique de cette station et de celle du projet on ne peut pas considérer les débits comme représentatifs au site du projet de microcentrale.

La Durolle est un affluent de la Dore. Il existe un SAGE pour cette rivière, les études réalisées dans le cadre de la mise en place et de l'évaluation de ce SAGE permettent d'en savoir davantage sur l'hydrologie de la Durolle.

Le SAGE de la Dore est porté par le parc naturel régional Livradois-Forez. En 2017, dans le cadre du SAGE Dore, un travail intitulé « Etude sur la gestion volumétrique collective sur la Dore aval » a été mené. (source : [RAPPORT RESSOURCES-PHASE1-V4.pdf \(parc-livradois-forez.org\)](#)).

Sur la Durolle, les débits ont été estimés en plusieurs points, on peut voir sur la carte ci-dessous, la situation du projet entourée en orange et les différents points de calculs choisis par l'étude. En aval du projet, le point DU-8, nous renseigne sur l'hydrologie de la rivière.

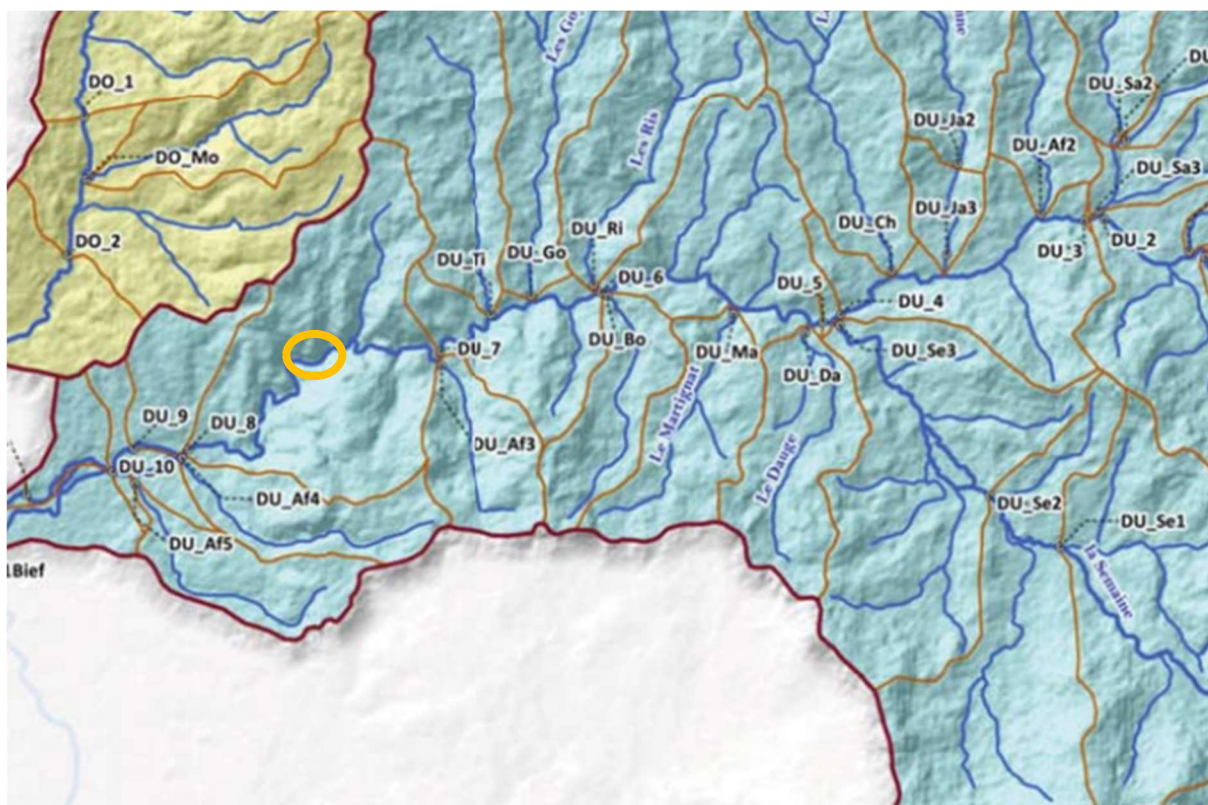


Figure 14 : situation du projet et points de calcul sur la Durolle (source : [RAPPORT RESSOURCES-PHASE1-V4.pdf \(parc-livradois-forez.org\)](#))

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Débits en l/s	4670	4178,5	4147,7	4024,8	3686,9	2396,5	1628,4	1136,8	1229	1935,6	3256,7	4393,5	3057

Figure 8 : débits estimés pour une année moyenne en l/s au point DU_8 (source : [RAPPORT RESSOURCES-PHASE1-V4.pdf \(parc-livradois-forez.org\)](#))

Nous savons que cette étude prend en compte les rejets et les prélèvements anthropiques. Les débits estimés ci-dessus sont plus proches des débits au droit du site du projet ERA.

La prise d'eau de la centrale ERA se trouvera à 25 m de la restitution de la centrale hydroélectrique de Thiers exploitée par la SHEMA. Le régime hydrologique sera donc totalement dépendant du fonctionnement de cette usine en amont. Le pétitionnaire saura faire les choix techniques nécessaires afin de prendre en compte ce paramètre.

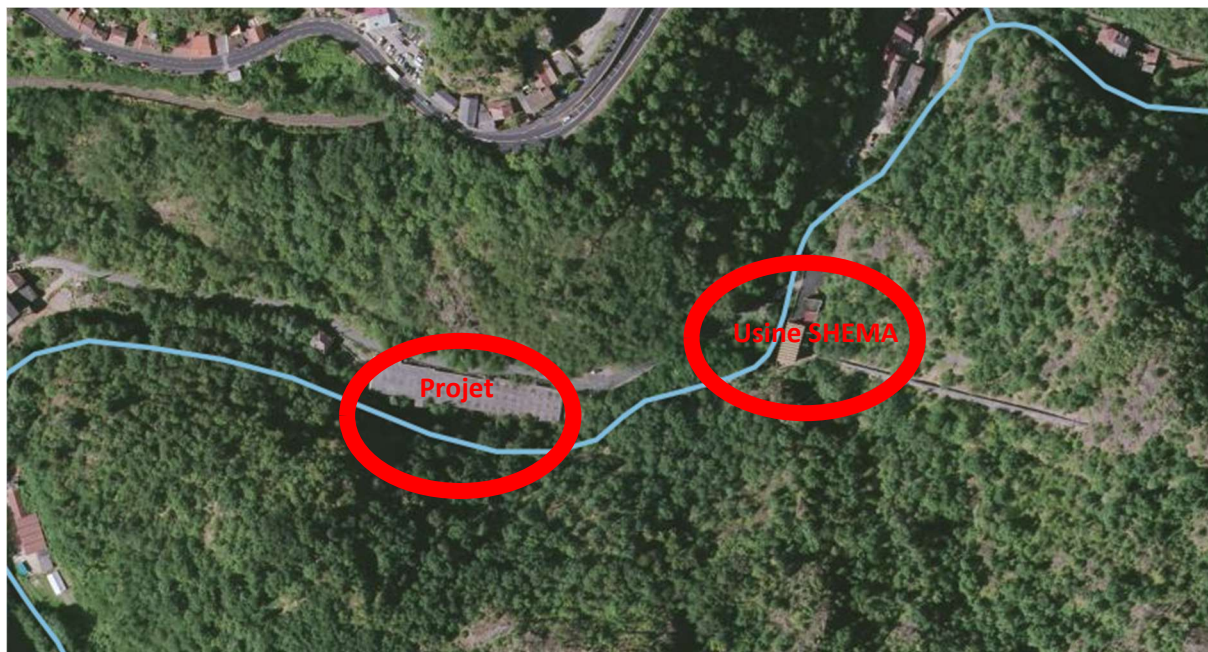


Figure 15 : vue aérienne de la situation du projet et de l'usine de la SHEMA sur la Durolle

4.2 Qualité de la Durolle

Il n'y a pas d'éléments précis à notre disposition concernant la qualité des eaux de la Durolle. Au sens de la DCE, la masse d'eau est appelée FRGR0270 : La Durolle et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Dore.

Nous disposons du SDAGE 2022-2027 pour le bassin Loire-Bretagne. On y trouve des informations sur l'objectifs de bon état des eaux pour la Durolle. Pour cette rivière, la SDAGE fixe un Objectif Moins Strict (OMS). Cet objectif est défini de cette façon : « Il ne s'agit pas d'une remise en cause définitive de l'objectif de bon état, mais plutôt de son rééchelonnement dans le temps. » et ajoute également « Il convient d'avoir à l'esprit qu'aucune dégradation supplémentaire n'est tolérée ». Ainsi pour la Durolle, nous apprenons que le bon état chimique est atteint en 2021 mais qu'un OMS est fixé pour l'état écologique, en raison des couts disproportionnés et de la faisabilité technique de l'atteinte de ce bon état écologique, cela s'explique par le fait que la Durolle est une rivière très morcelée (cf. paragraphe suivant).

4.3 Continuité écologique sur la Durolle

En 2010, lors de la phase d'élaboration du SAGE de la Dore, une étude a dressé l'inventaire des obstacles à la continuité écologique sur les affluents de la Dore (source : Novembre 2010 Inventaire des Obstacles la Continuité Ecologique sur les Affluents de la Dore (Auvergne, 63) (parc-livradois-forez.org)). Sur cette rivière, longue de 32 km, 46 ouvrages susceptibles d'avoir un impact sur la continuité écologique ont été recensés.

Aucun de ces ouvrages n'était équipé de système de montaison lors de la réalisation de cette étude en 2010 et la moitié d'entre eux ont été jugés pénalisants pour le transit sédimentaire.

L'usine de la SHEMA dont la restitution est située à proximité du projet ERA, fonctionne grâce au barrage de Membrun (16 m), le tronçon court circuité est de 3 km. L'étude nous apprend que le barrage est infranchissable à la montaison et que l'ouvrage entraîne un stockage sédimentaire. Rien n'est stipulé sur le titre de concession concernant ces problématiques de transit sédimentaire (voir en annexe le titre de concession).

La Durolle est une rivière classée liste 1 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement. En équipant le seuil, le pétitionnaire prévoit un système de montaison et de dévalaison pour la faune piscicole, de favoriser le transit sédimentaire et de garantir la restitution du débit réservé conforme à l'article L214-18 du code de l'environnement. Il a également prévu de détruire le deuxième seuil situé sur le site. Ainsi, en équipant le premier seuil et en détruisant le second, la continuité écologique sera restaurée sur le site du projet.

La carte des frayères recensées montre que les espèces migratrices ne peuvent pas remonter la Durolle en raison de ces nombreux seuils. On constate ainsi qu'il existe, à l'aval du site, des zones de frayères de Chabots et de Vandoises. Les Frayères de Truites Fario et de Lamproie de Planer, sont quant à elle, à l'amont du barrage de Membrun.

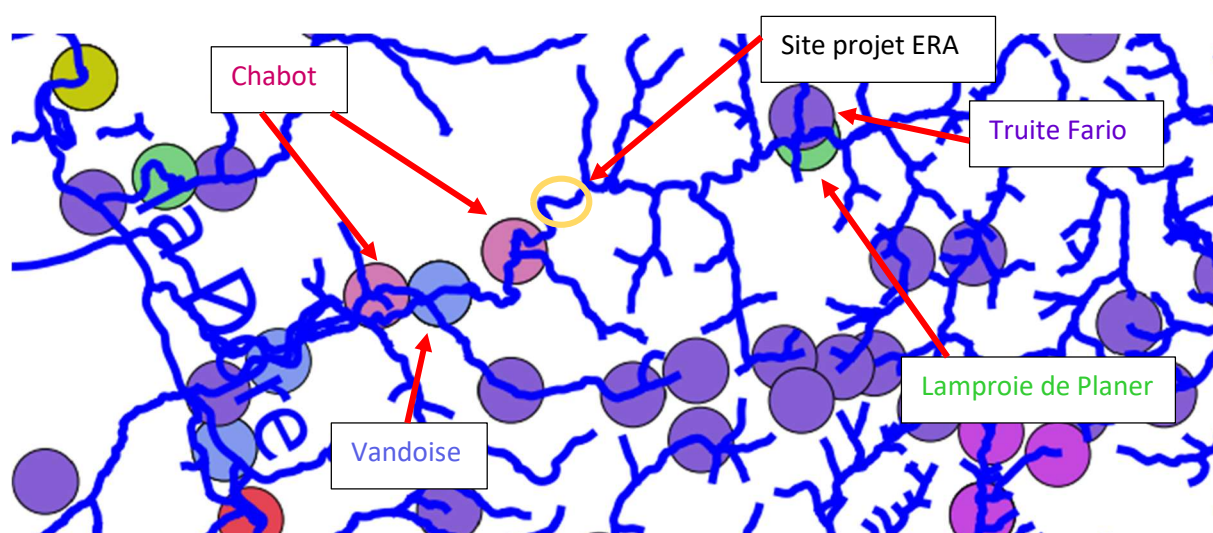


Figure 16 : extrait de la cartographie des frayères du Puy-de-Dôme aux environs de Thiers (source : [20140320_presence.pdf](http://20140320.presence.pdf) (puy-de-dome.gouv.fr))

4.4 Zones de protection

4.4.1 Le parc naturel régional du Livradois-Forez

Le projet de micro-centrale ERA se trouve situé dans le parc naturel régional du Livradois-Forez.



Figure 17 : situation et plan du parc naturel régional du Livradois-Forez (source : <https://www.parc-livradois-forez.org/>)

Ce parc a été créé en 1986 par délibération du conseil régional d'Auvergne.

Les missions d'un parc naturel régional sont encadrées par la loi, elles sont « [...] :

- Protéger le patrimoine, notamment par une gestion adaptée des milieux et des paysages ;
- Contribuer à l'aménagement du territoire ;
- Contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie ;
- Assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
- Réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans ces domaines et contribuer à des programmes de recherche. [...] » (source : [COMMISSION PAYSAGE ET URBANISME \(parc-livradois-forez.org\)](http://COMMISSION_PAYSAGE_ET_URBANISME_parc-livradois-forez.org))

Le fonctionnement d'un parc naturel régional s'appuie sur une charte de Parc, c'est elle qui concrétise le projet sur une période de 12 ans. Ce document fixe les objectifs, les grandes orientations et les mesures à prendre. Tout document d'urbanisme réalisé sur le Parc doit être compatible avec cette charte. Le pétitionnaire sera donc vigilant sur ce sujet.

4.4.2 Les zones Natura 2000

Le site du réseau Natura 2000 le plus proche de la situation du projet est recensé sous l'appellation FR8301091 – Dore et affluents, il se trouve à 3,7 km à vol d'oiseau du projet. Ce site s'attache à préserver des axes stratégiques pour les espèces aquatiques ; Chabot, Saumon, Lamproie Marine, Lamproie de Planer, Ecrevisse à pattes blanches et des mammifères comme la Loutre et le Castor. Il protège également des habitats dont des forêts alluviales d'intérêt communautaire.

Un deuxième site Natura 2000 se trouve à 6,6 km à vol d'oiseau de l'emplacement de la future microcentrale, il s'agit du site FR8301032 – Zones alluviales de la confluence Dore-Allier.

Ce site marque la confluence entre la Dore et l'Allier. Il concerne :

- La protection d'habitats tels que les forêts alluviales ;
- La protection des poissons migrateurs, la zone est un lieu de transit et de reproduction pour le Saumon, l'Alose et la Lamproie Marine ;
- La protection des mammifères, essentiellement Castors et Loutres (source : <https://inpn.mnhn.fr/>).

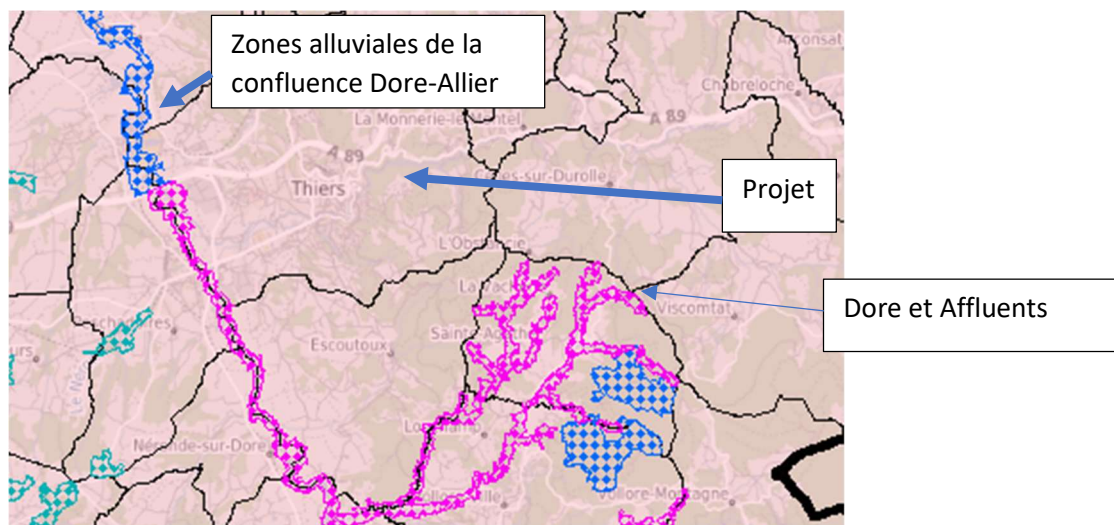


Figure 18 : carte des zones Natura 2000 à proximité du projet (source : carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/822/DM_Zonages_NATURA_2000.map# (developpement-durable.gouv.fr))

Figure 19 : situation de la ZNIEFF Gorges de la Durolle et du projet (source : <http://inpn.mnhn.fr/>)

5 - L'AMENAGEMENT PREVU : CONSTRUCTION DE LA MICROCENTRALE ERA

Les descriptions présentées ci-dessous sont sommaires et peu précises, à ce stade du projet il est normal que le pétitionnaire ait encore beaucoup d'arbitrages à réaliser. Ces descriptions ont pour vocation d'être une base pour des échanges.

5.1 Description générale du projet

Le pétitionnaire prévoit de construire la prise d'eau au niveau du premier seuil (cf. chapitre 3 ci-dessus pour le situer précisément).

Une conduite forcée traversera l'ancienne aciérie Costes jusqu'au bâtiment de la centrale.

La centrale sera construite sur la berge. Le canal de fuite sera à proximité immédiate du lit de la Durolle.

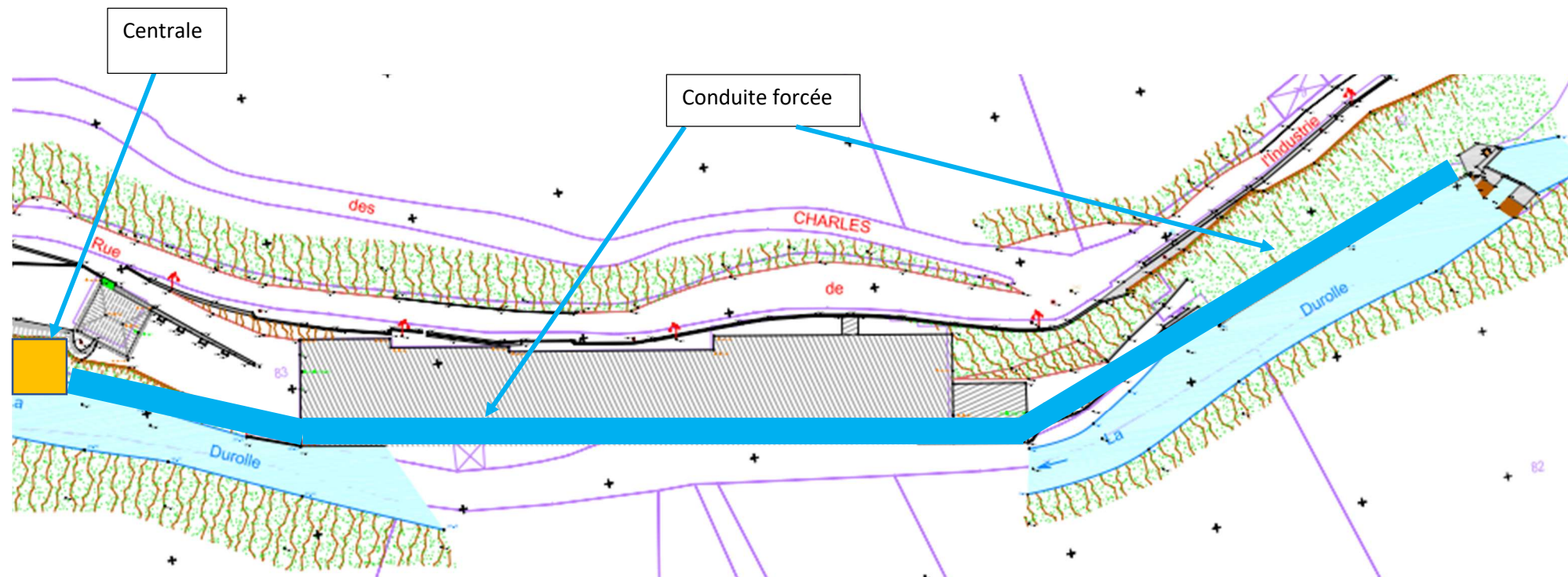


Figure 20 : représentation schématique du projet

5.2 Capacités techniques du porteur de projet

Ce projet est porté par la SAS Anthyllis.

Le président de cette société est Monsieur Jean-François Chalot. Ce dernier est propriétaire et exploitant de 4 centrales hydroélectriques en France. Il dispose d'expérience et de connaissance quant à un projet de construction d'un nouvel aménagement hydroélectrique.

Deux des centrales exploitées par Monsieur Chalot sont situées sur une rivière qui est un axe migratoire prioritaire pour plusieurs espèces amphihalines. Il accorde une grande attention à la réduction de l'impact environnemental des ouvrages qu'il exploite. Vous pouvez visiter le site Internet à l'adresse suivante : <http://masseys.fr/>

5.3 Libre disposition par le pétitionnaire des terrains investis par le projet

La société Anthyllis est propriétaire de l'ensemble des parcelles nécessaires à la réalisation du projet (cf attestation notariée en annexe).

La prise d'eau sera installée sur la parcelle A1 82. Notons que le seuil se trouve entre les parcelles A1 82 et D 82, qui sont toutes deux propriétés de la société Anthyllis.

La conduite forcée traversera les parcelles A1 82 et A1 83, en longeant le lit de la Durolle.

La centrale sera construite sur la parcelle A1 83.

Les travaux seront menés en rive droite. L'accès y est très simple par la rue de l'industrie. De plus, le site étant celui d'une ancienne aciérie, il est possible d'y accéder avec un véhicule poids lourd.

5.4 Caractéristiques de la nouvelle l'installation

5.4.1 La prise d'eau et le canal d'amenée

La prise d'eau se fera au niveau du premier seuil en rive droite de la Durolle.

Le seuil sera légèrement rénové à sa cote d'origine de 388,30 mNGF.

Une prise d'eau ichtyocompatible, ainsi que des dispositifs de franchissement seront installés.

Le plan de grille sera équipé d'un dégrilleur.

Le débit dérivé par la centrale sera au maximum de 3 910 l/s, et ce dans toutes les configurations hydrologiques.

La conduite forcée longera la Durolle en rive droite puis traversera l'ancienne usine Costes jusqu'à la turbine qui sera installée dans la centrale.

Le pétitionnaire a prévu de confier la conception de la prise d'eau et des dispositifs de franchissement piscicole au bureau d'étude ECOGEA, avec lequel il travaille régulièrement.

5.4.2 La centrale

Le bâtiment de la centrale sera construit en rive droite, en dessous de l'ancienne maison qui sera démolie.

Il sera équipé d'une turbine Kaplan double réglage entonnant au maximum 3,91 m³/s. La turbine s'adaptera aux variations des conditions hydrologiques de la Durolle. La centrale produira de l'énergie renouvelable à partir de très faibles débits dérivés (0,39 m³/s).

5.4.3 Pilotage de l'installation

Le fonctionnement de la centrale sera régulé par un automate. Ce dernier fonctionnera grâce à des sondes asservies au niveau d'eau de la Durolle. C'est-à-dire que lorsque les sondes détecteront un niveau d'eau suffisant pour assurer la restitution du débit réservé et produire de l'électricité, la turbine sera démarrée. Inversement, pour l'arrêt des machines. Notons que cette automate priorisera, en tout temps, l'exacte restitution du débit réservé sur le fonctionnement de la centrale.

Conclusion

Comme évoqué en préambule, ce dossier a pour vocation d'être informatif et de fournir une base à des échanges. La description du projet est donc sommaire, puisque de nombreux éléments sont encore en cours de discussion.

Le pétitionnaire veillera à étudier les points suivants :

- L'impact environnemental (en veillant particulièrement aux zones de protection) ;
- Les conséquences sur la qualité de la masse d'eau ;
- L'adéquation du projet avec le SDAGE Loire-Bretagne, le SAGE de la Dore et la charte du Parc Naturel ;
- La sécurité (y compris lors des épisodes de crue) ;
- L'impact paysager ;
- L'impact acoustique ;
- L'établissement d'une procédure d'urgence en cas d'incident ou d'accident ;
- La façon de concilier les pratiques locales avec la présence de l'installation (pêche, tourisme, promeneurs) ...

Avant ces différentes études, il est possible d'affirmer que le projet est porteur de conséquences positives sur cette friche industrielle. En effet, ces lieux chargés d'histoire méritent d'être réhabilités et mis en valeur par des projets économiques générant de l'emploi. Œuvrer à cette réhabilitation, en utilisant la force motrice de la Durolle pour produire une énergie renouvelable est porteur de sens et correspond à l'éthique du pétitionnaire ; produire une électricité durable grâce à des installations utiles aux Hommes, aux territoires et à l'environnement.

ANNEXES

- Attestation notariée de propriété par la société Anthyllis des parcelles concernées par l'opération
- Titre de concession de l'usine de la SHEMA
- Plan topographique du site et précisions topographiques sur le seuil

ATTESTATION

JE SOUSSIGNE

Maître Noëlle VIEUX PERNON épouse FOLCHER Notaire à THIERS (Puy-de-Dôme),

CERTIFIE ET ATTESTE

Que, suivant acte reçu par moi les 24 et 26 mai 2003

La Société dénommée ACIERS COSTE, Société Anonyme
Au capital de 305.000,00 Euros,
Dont le siège social est à THIERS 63300 (PUY DE DOME), Zone Industrielle de
Felet,
Représentée par Monsieur François LEMASSON, Président Directeur Général,
Agissant en sa dite qualité

Identifiée au Répertoire National des Entreprises et des Etablissements sous le
numéro 745 880 369 au Registre du Commerce et des Sociétés de THIERS.


A VENDU A

La Société dénommée ANTHYLLIS, Société en Nom Collectif,
Au capital de 540.000,00 Euros,
Dont le siège social est à SEVRES (HAUTS DE SEINE), Place Gabriel Péri,
Représenté par Monsieur Jean François CHALOT, premier gérant statutaire
Agissant en sa dite qualité,

Identifiée au Répertoire National des Entreprises et des Etablissements sous le
numéro 351 601 331 au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE.

LE BIEN SUIVANT

- Sur la Commune de THIERS (Puy de Dôme),
59 et 61, rue de l'Industrie,



TELEPHONE : 04 73 89 15 51 - TELECOPIE : 04 73 51 35 27 - ETUDE FERMEE LE SAMEDI
MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGREEE - LE REGLEMENT DES HONORAIRES PAR CHEQUE EST ACCUSE

- Un ensemble immobilier à usage industriel formant un local à usage d'atelier et bureaux, dépendances, un terrain et un bâtiment anciennement destiné à usage d'habitation dans un état vétuste

Figurant au cadastre de la manière suivante :

Sect.	N°	Lieudit	Contenance			Nature
			Ha	A	Ca	
AI	81	Rue de l'industrie	00	22	85	Lande
AI	82	Rue de l'industrie	00	16	62	Sol
AI	83	Rue de l'industrie	00	50	85	
AI	84	Chemin des Charles	00	45	30	Lande
D	82	La Millière	00	64	30	Lande
Soit, une contenance totale de			01	99	92	

- Matériels : avec divers éléments d'équipements se trouvant dans les locaux à usage industriel objets des présentes consistant en engins de levage.

Observation étant ici faite que divers éléments liés à l'activité exercée dans les locaux objet des présentes tels que : tuyauterie, fosses, cuves sont laissés sur place par le vendeur, ce que l'acquéreur accepte expressément déclarant en faire son affaire personnelle.

JOUISSANCE

Le transfert de propriété a eu lieu au jour de l'acte et le transfert de jouissance a eu lieu également au jour de l'acte.

Il est ici précisé d'un commun accord entre les parties que le VENDEUR bénéficie à compter de ce jour d'une convention d'occupation précaire sur la totalité des biens, objet des présentes pour une durée expirant au plus tard le 30 septembre 2003.

EN FOI DE QUOI

La présente attestation a été délivrée pour servir et valoir ce que de droit,

Le 26 mai 2003.

M^{me} Noëlle FOLCHÉ
NOTAIRE
 Place de l'Europe
 3300 THIER

ENERGIE

Décret du 10 mars 1963 relatif à l'aménagement et à l'exploitation de la chute de Thiers, sur la Durdelle, dans le département du Puy-de-Dôme.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie, et du ministre de l'environnement,

Vu la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique, ainsi que le décret n° 60-619 du 20 juin 1960 pris pour son application;

Vu la loi du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz;

Vu la loi n° 45-9185 du 31 décembre 1945 (art. 63, 64 et 67), modifiée par la loi n° 33-1320 du 31 décembre 1953 (art. 17) ainsi que le décret n° 35-42 du 3 janvier 1955 pris pour son application et relatif à la répartition de la valeur locative de la force motrice des chutes d'eau et de leurs aménagements concédés en vertu de la loi du 16 octobre 1919;

Vu la loi n° 35-79 du 7 février 1953 (art. 67) ainsi que le décret n° 54-1341 du 13 décembre 1954 pris pour son application et relatif à la fixation de valeurs uniformes des redevances proportionnelles visées à l'article 9 de la loi du 16 octobre 1919;

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature ainsi que le décret n° 77-1141 du 2 octobre 1977 pris pour son application;

Vu le décret n° 35-178 du 2 février 1953 relatif aux réserves en forces et en énergie prévues à l'article 10 (6° et 7°) de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique;

Vu le décret n° 35-662 du 20 mai 1953 modifié réglant les rapports entre les établissements visés par les articles 2 et 23 de la loi du 8 avril 1946 et les producteurs autonomes d'énergie électrique;

Vu la lettre en date du 17 février 1977 par laquelle la Société des forces hydrauliques de Meuse a demandé une concession de forces hydrauliques en vue de l'aménagement de la chute de Thiers, sur la Durdelle, dans le département du Puy-de-Dôme;

Vu l'avant-projet présenté par le pétitionnaire à l'appui de sa demande;

Vu le dossier de l'enquête et des conférences auxquelles le projet a été soumis, notamment l'avis de la commission d'enquête en date du 14 janvier 1961 ainsi que les autres avis joints au dossier;

Vu l'avis du conseil général du Puy-de-Dôme en date du 7 janvier 1961;

Vu l'avis du préfet du Puy-de-Dôme en date du 24 avril 1961;

Vu le rapport des ingénieurs de la direction interdépartementale de l'industrie de la région Auvergne-Limousin en date du 7 septembre 1961;

Vu l'avis du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, en date du 24 novembre 1961;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Sont approuvés :

1° La convention passée le 3 septembre 1962 entre le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie, agissant au nom de l'Etat et la Société des forces hydrauliques de Meuse en vue de la construction et de l'exploitation, par voie de concession, des ouvrages de la chute de Thiers, sur la Durdelle.

2° Le cahier des charges de concession pour l'aménagement et l'exploitation de la chute de Thiers.

Un exemplaire de cette convention et du cahier des charges de concession resteront annexés au présent décret avec un exemplaire du plan au 1/50000 lui-même annexé au cahier des charges de concession (1).

(1) Ce plan peut être consulté au ministère de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie (direction du gaz, de l'électricité et du charbon), 3 et 5, rue Barbet-de-Jouy, 75200 Paris, ou à la direction interdépartementale de l'industrie de la région Auvergne-Limousin (division de la production et du transport de l'énergie électrique, chef administrative, place Blanqui, 63001 Limoges).

Art. 2. — Le périmètre à l'intérieur duquel peuvent être exercées les servitudes prévues à l'article 4 de la loi susvisée du 16 octobre 1919 est délimité par une ligne en vert sur le plan au 1/5000 annexé au cahier des charges susvisé.

Art. 3. — En application des dispositions de l'article 6 de la loi susvisée du 16 octobre 1919 l'extinction des droits particuliers à l'usage de l'eau non exercée à la date de l'affichage de la demande de concession donnera lieu à une indemnité, une fois versée, fixée conformément aux indications du tableau ci-dessous :

COURS D'EAU	LIMITE DE LA SECTION	INDENNITE en franc sur mètre de rive
La Durdelle	De l'extrémité amont de la retenue au barrage de Château-Gaillard.	0,77
La Durdelle	Du barrage de Château-Gaillard à un point situé à 300 m à l'amont du confluent du ruisseau de Barbarin.	0,99
La Durdelle	Du point ci-dessus au point de restitution par l'usine de Thiers.	0,41

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture, le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie, et le ministre de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 mars 1963.

PIERRE MAUROU.

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie,

REMOND HENRI.

Le ministre de l'agriculture,
JUDY CRESSON.

Le ministre de l'environnement,

MICHEL CHÉREAU.

CONVENTION

Entre :

Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie, agissant au nom de l'Etat et sous réserve de l'approbation des présentes par décret en Conseil d'Etat,

D'une part, et

La Société des forces hydrauliques de Meuse dont le siège social est 75006 Paris, 3 et 5, avenue de Friedland, représentée par M. Georges Meurin, président du conseil d'administration de cette société,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}.

Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie, concède au nom de l'Etat à la Société des forces hydrauliques de Meuse, qui accepte, l'aménagement et l'exploitation, dans les conditions déterminées par le cahier des charges ci-joint, de la chute de Thiers pour l'installation et le fonctionnement d'une usine hydro-électrique, sur la Durdelle, dans le département du Puy-de-Dôme.

Article 2.

La Société des forces hydrauliques de Meuse s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, les travaux qui font l'objet de la présente convention et à se conformer tant pour l'exécution que pour l'exploitation aux conditions du cahier des charges y annexé.

Article 3.

Les frais de publication au Journal officiel de la présente convention et du cahier des charges y annexé seront supportés par la Société des forces hydrauliques de Meuse.

Fait à Paris, le 3 septembre 1962.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'énergie et des matières premières :
Le directeur du gaz, de l'électricité et du charbon,
Y. COUPIN.

Forces hydrauliques de Meuse :
Le président du conseil d'administration,
G. MAURIN.

CAHIER DES CHARGES

CHAPITRE I^{er}

OBJET DE LA CONCESSION

Article 1^{er}.

Service concédé.

La concession à laquelle s'applique le présent cahier des charges a pour objet l'établissement et l'exploitation des ouvrages hydrauliques et de l'usine génératrice destinés à l'utilisation de la chute de 132 mètres disponible sur la rivière la Durolle, cours d'eau non domanial, entre la cote 317 du N.G.F. correspondant à la retenue normale du barrage à créer à environ 600 mètres à l'aval du pont de la route départementale 102 et la cote 385 du N.G.F. caractérisant un point situé à 700 mètres à l'aval du confluent du ruisseau de Bartharin.

La concession intéresse les communes de La Mennerie-le-Montel et Thiers situées dans le département du Puy-de-Dôme.

La puissance maximale brute de la chute concédée est évaluée à 7740 kW, ce qui correspond, compte tenu du rendement normal des appareils d'utilisation, à une puissance maximale disponible de 6120 kW.

La puissance normale brute est évaluée à 3100 kW, ce qui correspond de même à une puissance normale disponible de 2500 kW.

L'entreprise a pour objet principal la production d'énergie électrique en vue de la fourniture à l'électricité de France (service national) dans le cadre des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Article 2.

Consistance de la concession.

Seront considérés comme dépendances immobilières de la concession tous les ouvrages utiles pour l'aménagement et la production de la force hydraulique devant faire retour gratuitement à l'Etat en fin de concession, et notamment le barrage de retenue, les ouvrages d'emmagasinement, les ouvrages de prise d'eau, canalisations, ouvrages régulateurs ou de décharge, les moteurs hydrauliques (turbines et accessoires) ainsi que les terrains qui les supportent ou y donnent accès et les bâtiments ou parties de bâtiments qui les abritent et les terrains submergés s'ils appartiennent au concessionnaire.

La concession comprendra également les bâtiments d'exploitation, les maisons du personnel qui seront construits éventuellement par le concessionnaire et la voie d'accès au barrage.

CHAPITRE II

EXÉCUTION DES TRAVAUX

Article 3.

Acquisition des terrains et établissement des ouvrages.

Le concessionnaire sera tenu d'établir tous les ouvrages utiles pour l'aménagement de la force hydraulique et l'exploitation de la concession ainsi que les machines et l'outillage nécessaires à cet effet.

Il sera tenu d'établir et d'entretenir à ses frais les lignes et les postes de télécommunications nécessaires à la sécurité de l'exploitation.

Il devra acquérir tous les terrains sur lesquels seront établies l'usine et ses dépendances immobilières.

En ce qui concerne l'occupation des terrains compris dans le périmètre des servitudes de la concession tel qu'il est défini sur le plan annexé au présent cahier des charges et nécessaires à l'établissement des ouvrages de retenue ou de prise d'eau et des canaux d'adduction ou de fuite, souterrains ou à ciel ouvert, de même que pour les terrains submergés par le relèvement du plan d'eau, le concessionnaire bénéficiera des droits prévus à l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919.

Au cas où il se bornerait à acquiescer des droits réels, notamment des servitudes d'appui, de passage ou de subordination, les contrats relatifs seront communiqués à l'ingénieur en chef du contrôle et devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance ou à l'expiration de la concession.

Article 4.

Acquisition des droits à l'usage de l'eau.

Pour l'acquisition des droits à l'usage de l'eau exercés et existant à la date de l'affichage de la demande de concession, le concessionnaire bénéficiera des dispositions prévues à l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919.

Les contrats relatifs devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance, ou à l'expiration de la concession.

Les contrats passés avec les riverains seront portés à la connaissance de l'ingénieur en chef du contrôle, par les soins du concessionnaire, dans le délai d'un mois à compter de leur signature. Il en sera de même des décisions de justice rendues par application de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919, un mois après qu'elles seront devenues définitives.

Article 5.

Caractéristiques de la prise d'eau.

Le barrage sur la Durolle sera placé aux abords de Château-Gaillard (commune de Thiers) à environ 600 mètres à l'aval du pont de la route départementale 102.

Le niveau normal de la retenue sera à la cote 317 du N.G.F. Le débit maximal emprunté sera de 6 mètres cubes par seconde.

Les débits minimaux maintenus en aval de la prise d'eau sont fixés comme suit :

a) Débit restitué par le barrage :

Il devra atteindre une valeur suffisante pour assurer en toute saison dans la Durolle, à l'amont immédiat de l'usine, un débit de 225 litres par seconde sans que ladite valeur au pied aval du barrage puisse descendre au-dessous de :

100 litres par seconde pendant la période du 1^{er} octobre au 31 mars ;

300 litres par seconde pendant la période du 1^{er} avril au 30 septembre ;

b) Débit restitué par l'usine :

Le débit restitué par l'usine ne sera pas inférieur à 350 litres par seconde dans la limite des apports de la Durolle dans la retenue de Château-Gaillard diminués du débit restitué par le barrage.

Un groupe supplémentaire dit « de restitution » d'un débit maximal de 1 mètre cube par seconde et minimal de 350 litres par seconde fonctionnera dans l'usine pendant l'arrêt du groupe principal. En cas d'arrêt des deux groupes les débits seront libérés par une vanne dite « de décharge ». En cas de consignation complète de l'usine, le débit sera restitué au pied aval du barrage de Château-Gaillard. L'ensemble des eaux dérivées sera restitué à la Durolle à la cote 385 N.G.F.

c) Débit de la Durolle à l'aval immédiat de l'usine :

Le débit de la Durolle à l'aval de l'usine ne pourra être inférieur soit à 575 litres par seconde, soit à la somme du débit entrant dans la retenue de Château-Gaillard et du débit fourni par le bassin versant intermédiaire entre le barrage et l'usine lorsque l'ensemble de ces deux derniers débits est inférieur à 575 litres par seconde.

Le concessionnaire sera tenu d'établir et d'entretenir à ses frais, si l'administration le reconnaît nécessaire, les installations destinées à permettre le contrôle des débits, installations dont les dispositions de détail seront approuvées par l'ingénieur en chef du contrôle.

Article 6.

Ouvrages principaux.

Les ouvrages principaux auront les caractéristiques suivantes :
Un barrage en béton de type voûte déversante édifié au voisinage de Château-Gaillard (commune de Thiers) à la sortie d'un méandre de la Durolle, sa hauteur au-dessus du sol naturel sera de 16 mètres environ, pour une longueur en crête de 66 mètres environ.

Le seuil déversant calé à la cote 517 du N.G.F. sera une longueur de 27 mètres environ et permettra d'évacuer la crue millénaire de 250 mètres cubes-seconde avec une lame déversante de 2,3 mètres.

Le couronnement sera à la cote 519,50 du N.G.F.

L'ouvrage sera équipé d'une vanne de vidange et d'une vanne de restitution.

La capacité du réservoir entre les cotes 517 et 508 du N.G.F. sera de 70 000 mètres cubes environ.

Des ouvrages d'amenée qui comporteront :

Une prise d'eau située en rive gauche à une quinzaine de mètres du barrage, elle sera équipée de grilles et d'une vanne de garde;

Une galerie souterraine admettant un débit de 6 mètres cubes-seconde, forée à travers la montagne, en rive gauche, sur une longueur de 2 100 mètres environ ;

Une cheminée d'équilibre souterraine, non déversante ;

Une conduite forcée aérienne d'une longueur de 300 mètres environ et d'un diamètre de 1,3 mètre, elle sera équipée d'une vanne de tête et d'une vanne de pied.

Une usine qui sera constituée par un bâtiment industriel de type classique et de dimensions approximatives de 13 mètres x 10 mètres abritant le groupe de production d'une puissance de 7 100 kW et le matériel nécessaire à son exploitation. Un groupe de restitution d'un débit maximum turbinable égal à 1 mètre cube-seconde sera de même installé dans l'usine.

Elle sera implantée en rive gauche de la Durdelle, à l'entrée de l'agglomération de Thiers.

Un canal de fuite créé par dragage dans le lit actuel de la rivière. L'évacuation de l'énergie s'effectuera par une ligne de 65 kV à créer entre l'usine projetée et la future ligne Thiers-Pont-de-Celles.

Les accès :

L'accès à la fenêtre d'attaque de la galerie, située dans le vallon de Membres sera réalisé par une piste à créer à partir du village de Membres ;

L'accès à l'usine se fera au moyen d'un pont à construire sur la Durdelle à partir de la rue de l'Industrie, à Thiers, au Nord du Bout du Monde ;

L'accès au barrage se fera à partir de la départementale 102 à environ 500 mètres du pont sur la Durdelle.

Le ministre chargé de l'électricité pourra, sur la demande du concessionnaire, autoriser au cours des travaux tous autres dispositifs donnant des garanties équivalentes.

Article 7.

Dispositions spéciales relatives à la navigation, au flottage, à la circulation des poissons, etc.

Pour compenser les dommages que la présence ou le fonctionnement de la chute apportera à la reproduction des poissons, le concessionnaire fournira chaque année, aux époques et sur les points indiqués par le service chargé de la pêche fluviale, des alevins dont les espèces, l'âge et les quantités seront également indiqués par ce service, sans toutefois que la dépense correspondant à cette fourniture puisse dépasser la valeur de 13 000 alevins de truites de six mois, soit 7 200 F (valeur janvier 1962).

Cette redevance sera due à partir de la date de la mise en service des ouvrages.

Après accord avec le service chargé de la pêche fluviale et le service du contrôle, le concessionnaire aura la faculté de se libérer de l'obligation de repeuplement résultant du paragraphe ci-dessus par le versement annuel au Trésor à titre de fonds de concours, du montant de la redevance précisée au premier paragraphe.

Cette redevance pourra être révisée en accord entre le ministre chargé de l'électricité et le ministre chargé de la pêche fluviale, le concessionnaire entendu, pour tenir compte des modifications qui auraient pu être apportées dans les éléments ayant servi de base au calcul de ladite redevance, une première fois lors du réexamen des travaux, puis tous les cinq ans à partir de 1963, cette année comprise.

Le concessionnaire sera tenu, si le service chargé de la pêche fluviale le reconnaît nécessaire, d'une part, de laisser libre circulation sur les dépendances de la concession aux agents chargés du contrôle de la pêche.

Il sera tenu, d'autre part, de procéder en temps voulu aux opérations suivantes :

Nettoyage complet des abords du chantier et démolition de toutes constructions provisoires utilisées pour les travaux ;

Coupe au ras du sol de tous arbres, arbustes et arbrisseaux se trouvant sur les terrains à submerger ;

Démolition complète de tous bâtiments et ouvrages divers destinés à être noyés par la retenue.

Sauf cas de force majeure, le concessionnaire prévoira au moins un mois à l'avance le service chargé de la pêche fluviale de son intention de procéder à la vidange totale ou partielle des biefs ou lacs de retenue, et il exécutera cette vidange en tenant compte des indications qui lui seront données par le service du contrôle, en accord avec le service chargé de la pêche fluviale.

Le concessionnaire sera en outre tenu, si le service chargé de la pêche fluviale le reconnaît nécessaire, de placer et d'entretenir à l'amont de la prise d'eau une grille dont les barreaux seront espacés au maximum de 7 centimètres.

Article 8.

Approbation des projets.

L'exécution de tous les ouvrages dépendant de la concession devra être autorisée dans les formes prévues par le décret n° 60-619 du 20 juin 1960.

L'approbation ou le défaut d'approbation administrative n'aura pour effet ni d'engager la responsabilité de l'administration, ni de décharger celle du concessionnaire des conséquences que pourraient avoir l'exécution des travaux, l'imperfection des dispositions prévues ou le fonctionnement des ouvrages.

L'établissement des machines et l'acquisition de l'outillage pourront être effectués librement par le concessionnaire si ces machines et outillage ont été fabriqués en France ou dans les pays dont la production bénéficie des mêmes avantages en application des traités internationaux.

Si le concessionnaire se trouve dans l'impossibilité de se procurer, en France ou dans ces pays, le matériel hydraulique et électrique dans des conditions normales satisfaisantes de temps, de prix et de qualité, il pourra l'acquiescer dans d'autres pays, sous réserve de se conformer aux dispositions en vigueur en la matière. Dans tous les cas, il en sera donné avis au service du contrôle.

Article 9.

Délai d'exécution et réception des ouvrages.

Les projets des travaux nécessaires pour l'aménagement de la force motrice concédée devront être présentés dans le délai de six mois à dater de l'acte de concession.

Les travaux seront commencés dans le délai de douze mois à dater de l'approbation des projets et poursuivis sans interruption, de telle sorte qu'ils soient achevés et que l'usine soit mise en service dans le délai de cinq ans, à partir de la même date, sauf le cas de force majeure dûment constatée.

Le projet de tout ouvrage imposé ultérieurement par l'administration au concessionnaire, en exécution du présent cahier des charges, devra être présenté dans le délai de six mois de l'invitation qui lui en sera faite, sauf dérogation justifiée par l'importance du travail, et réalisé le plus promptement possible dans le délai fixé.

Aussitôt après l'achèvement des travaux et au plus tard à l'expiration des délais prévus au deuxième paragraphe ci-dessus, il sera procédé par les soins des agents du contrôle à un réexamen des travaux dans les formes prévues par le décret du 20 juin 1960.

Sur le vu du procès-verbal de ce réexamen, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service de l'usine.

Article 10.

Exécution et entretien des ouvrages.

Les ouvrages, les machines et l'outillage établis en vertu de la présente concession seront exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art et entretenus en parfait état par les soins du concessionnaire et à ses frais.

Les réparations des ouvrages resteront soumises au contrôle de l'administration qui pourra, après une mise en demeure restée sans effet, y pourvoir d'office aux frais du concessionnaire.

Article 11.

Bornage.

Dans l'année qui suivra la mise en exploitation de l'usine, il sera procédé, aux frais du concessionnaire et au besoin d'office, au bornage des terrains faisant partie des dépendances immobilières de la concession, contrairement avec les propriétaires voisins, en présence de l'ingénieur en chef du contrôle qui en dressera le procès-verbal. Il sera établi aux frais du concessionnaire et sous la surveillance de l'ingénieur en chef du contrôle un plan au 1/10 000 des terrains ainsi bornés.

Lorsque des modifications seront apportées aux dépendances immobilières de la concession, il sera procédé dans les mêmes conditions au bornage des terrains adjoints ou retranchés et à l'établissement de leur plan, dans le mois qui suivra la mise en service des ouvrages établis sur ces terrains.

Article 12.

Rétablissement des communications et de l'écoulement des eaux.

Le concessionnaire sera tenu de rétablir à ses frais, suivant les dispositions approuvées par l'administration compétente, les voies de communication interrompues par ses travaux.

Il sera tenu également de rétablir et d'assurer à ses frais le libre écoulement des eaux naturelles ou artificielles dont le cours serait détourné ou modifié par ses travaux. Dans le cas où les ouvrages de la concession feraient obstacle à ce que les canaux ou rigoles d'arrosage s'alimentent comme par le passé, il pourra notamment être tenu de rétablir leur alimentation au moyen d'eaux prises dans ses propres canalisations. Il devra également prendre les dispositions qui seraient reconnues nécessaires par l'administration pour empêcher que les infiltrations d'eau qui proviendraient de ses canalisations nuisent aux parties basses du territoire.

Article 13.

Reconstitution de la production agricole en cas d'établissement de grands barrages réservoirs ayant une surface importante de terres cultivées.

Néant.

CHAPITRE III

EXPLOITATION

Article 14.

Obligation de se conformer aux règlements.

Le concessionnaire sera tenu de se conformer aux règlements existants ou à intervenir notamment en ce qui concerne la police des eaux la navigation et le flottage, la défense nationale, la protection contre les inondations, la sécurité et la salubrité publiques, l'alimentation des populations riveraines, l'irrigation, la conservation et la libre circulation des poissons, la protection des sites et paysages.

Article 15.

Obligations relatives à l'écoulement des eaux.

L'administration se réserve expressément le droit de réglementer les écluses de l'usine, en obligeant, s'il y a lieu, le concessionnaire à maintenir dans le canal de fuite par un bassin de compensation ou par tous les autres dispositifs appropriés le débit nécessaire pour sauvegarder les intérêts généraux et au besoin un débit égal à celui qui arrive à la prise d'eau, sans qu'il puisse y faire opposition ou prétendre à une indemnité de ce chef.

Article 16.

Obligations relatives à l'exercice de la navigation et du flottage et à la sauvegarde des intérêts généraux.

Le concessionnaire soumettra à l'approbation de l'administration, avant la mise en service du réservoir, une consigne d'exploitation réglementant son utilisation et les conditions de transmission des eaux; cette consigne pourra être revue à toute époque sur la demande du concessionnaire ou de l'administration qui se réserve le droit d'imposer au concessionnaire, s'il y a lieu, toutes mesures qu'exigerait la sauvegarde des intérêts généraux, sans qu'il puisse prétendre à indemnité de ce chef. En particulier, le concessionnaire s'interdit de passer brutalement de l'arrêt au débit maximal turbinable. La consigne d'exploitation précisera les limitations qui seront apportées aux écluses.

Le concessionnaire sera tenu d'établir et d'entretenir à ses frais tous appareils dont la nécessité serait reconnue par l'administration pour assurer l'exécution des prescriptions fixées en application de l'article 15 et du paragraphe ci-dessus.

Article 17.

Obligations relatives au rejet des eaux.

Les eaux empruntées seront rendues à la rivière pures, salubres, et à une température voisine de celle du bief alimentaire.

Article 18.

Obligation de participer aux ententes.

Le concessionnaire participera dans les conditions qui seront fixées par les règlements d'administration publique à intervenir aux ententes que l'administration pourra imposer en exécution de l'article 26-12° de la loi du 16 octobre 1919.

CHAPITRE IV

VENTE DE L'ÉNERGIE À ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Article 19.

Tarif maximum.

Les prix auxquels le concessionnaire est autorisé à vendre l'énergie à Électricité de France (service national), dans le cadre des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, ne pourront pas dépasser, pour le courant pris à la sortie de l'usine, les tarifs maxima résultant, au lieu de situation de l'usine, de l'application du cahier des charges de concession du réseau d'alimentation générale en énergie électrique.

Article 20.

Obligation de fournir le courant.

Le concessionnaire sera tenu de fournir l'énergie demandée dans la limite de la puissance dont il disposera aux différents états du cours d'eau.

CHAPITRE V

RÉSERVES EN EAU ET EN FORCE

Article 21.

Réserve en eau.

Néant.

Article 22.

Réserve en force au profit des services publics.

La puissance totale instantanée que le concessionnaire mettra, dans les conditions prévues par le décret n° 55-178 du 2 février 1955, à la disposition des services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics ou des associations syndicales autorisées, ainsi qu'à celle des entreprises et groupements agricoles d'utilité générale, sera de 80 kW dont au maximum 30 kW pour les entreprises et groupements agricoles d'utilité générale.

Pendant les deux premières années à compter de l'achèvement des travaux, les demandes des services publics ou des associations susvisées devront être satisfaites par le concessionnaire quinze jours après qu'elles auront été notifiées par le ministre chargé de l'électricité.

Passe ce délai et jusqu'à l'expiration de la dixième année, à compter de l'achèvement des travaux, le concessionnaire ne sera tenu de satisfaire à la réquisition qu'après un préavis de six mois.

Au-delà de la dixième année, et jusqu'à l'expiration de la concession, le préavis sera de douze mois.

Toute réquisition du ministre chargé de l'électricité faite par application du présent article pendant les cinq premières années, à compter de l'achèvement des travaux devra être accueillie par le concessionnaire dans les limites indiquées ci-dessus, quelle que soit la puissance déjà vendue ou employée par lui.

Dans le cas où la puissance réservée ne serait pas utilisée en totalité à l'expiration de la cinquième année, le pouvoir de réquisition du ministre chargé de l'électricité ne pourra porter, dans les conditions indiquées ci-dessus, que sur les quantités ci-après :

Entre la cinquième et la dixième année sur la moitié de la puissance réservée non utilisée à la fin de la cinquième année ;

Entre la dixième et la quinzième année sur le tiers de la puissance réservée non utilisée à la fin de la dixième année ;

A partir de la quinzième année, sur le quart de la puissance réservée non utilisée à la fin de la quinzième année.

Toutefois, cette quantité ne pourra descendre au-dessous de 20 kW dont le maximum 7 kW pour les entreprises et groupements agricoles d'utilité générale.

En outre, à toute époque, les demandes formulées par les services publics ou associations susvisées seront accueillies de préférence à toutes autres demandes, mais seulement dans les limites de la puissance qui n'aurait pas encore fait l'objet d'un contrat ou d'une affectation notifiée au service du contrôle, comme il est dit aux deux derniers alinéas du présent article.

Pour permettre au service du contrôle de se rendre compte des disponibilités de puissance de l'usine, le concessionnaire devra remettre à la fin de chaque trimestre, à l'ingénieur en chef du contrôle, la liste des contrats par lui consentis ainsi que la puissance à réserver pour leur exécution aux divers états du cours d'eau.

Le concessionnaire devra d'ailleurs prévenir l'ingénieur du contrôle un mois d'avance toutes les fois qu'il voudra affecter une partie de l'énergie à alimenter les distributions d'énergie ou toutes autres entreprises qu'il exploiterait directement.

Article 22.

Accords intervenus.

Convention passée les 29 septembre 1961 et 2 octobre 1961 entre la ville de Thiers et les Forces hydrauliques de Meuse sur le régime des eaux dans le lit de la Durôle.

Cet accord devra être exécuté par le concessionnaire sans qu'il y ait lieu à révision, à moins d'entente nouvelle entre les parties contractantes.

Article 24.

Réserves d'énergie à laisser dans les départements riverains.

La puissance instantanée à laisser dans le département du Puy-de-Dôme pour être rétrocédée par les soins du conseil général aux consommateurs locaux, conformément à l'article 10-7° de la loi du 16 octobre 1919, ne pourra dépasser 50 kW.

L'énergie réservée sera tenue à la disposition du conseil général, pendant cinq ans, à compter de la date fixée pour l'achèvement des travaux, sans préavis pendant les six premiers mois et moyennant un préavis d'un an au-delà de cette période de six mois et jusqu'à l'expiration de la cinquième année.

A la fin de la cinquième année, le concessionnaire reprendra sa liberté pour les quantités non utilisées, à l'exception toutefois d'une fraction égale à 8 kW qui restera à toute époque et moyennant un préavis d'un an à la disposition du département.

Article 25.

Tarifs applicables aux services publics.

Les réserves d'énergie prévues à l'article 22 ci-dessus en faveur des services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des associations syndicales, ainsi que des entreprises et groupements agricoles d'utilité générale seront livrées aux conditions fixées par les articles 3, 4 et 5 du décret n° 55-178 du 2 février 1955.

Article 26.

Tarifs applicables aux réserves d'énergie à laisser dans les départements riverains.

Les livraisons prévues à l'article 24 ci-dessus seront faites dans les conditions fixées par les articles 3 et 4 du décret n° 55-178 du 2 février 1955.

CHAPITRE VI

SÉCURITÉ DE L'EXPLOITATION

Article 27.

Branchements et expropriations.

Toutes les dépenses de raccordements au réseau d'électricité de France des installations du concessionnaire sont à la charge de ce dernier en application des dispositions de l'article 27 du cahier des charges de concession du réseau d'alimentation générale en énergie électrique.

Article 28.

Surveillance des installations des acheteurs.

Néant.

Article 29.

Conditions spéciales du service.

En cas de chômage résultant d'un cas de force majeure, le concessionnaire devra immédiatement en aviser l'ingénieur en chef du contrôle.

Article 30.

Dérivation à l'étranger.

Néant.

CHAPITRE VII

DURÉE DE LA CONCESSION, EXPIRATION, RACHAT ET DÉCHÉANCE

Article 31.

Durée de la concession.

La présente concession prendra fin le 31 décembre de la soixante-quinzième année comptée à partir de la date fixée par le présent cahier des charges, pour l'achèvement des travaux.

Toutefois, si, par suite de retards d'exécution dus à des causes exceptionnelles ayant le caractère de force majeure, l'achèvement des ouvrages ne pouvait avoir lieu dans les délais prévus au présent article, la concession pourrait être prolongée, s'il y a lieu, par décision du ministre chargé de l'électricité, sur la demande du concessionnaire, d'une durée au plus égale à celle des retards dus à ces causes et régulièrement constatés.

Article 32.

Renouvellement de la concession.

Avant le commencement de la sixième année précédant la fin de la concession, le concessionnaire devra demander au ministre chargé de l'électricité, par lettre recommandée, si l'Etat entend user de son droit de reprendre la concession. Le ministre chargé de l'électricité lui en accusera réception.

Avant le commencement de la dixième année précédant la fin de la concession, ou, en cas de retard du concessionnaire dans l'application du paragraphe précédent, dans le délai d'un an à dater de la réception de la demande visée par ce paragraphe, le ministre chargé de l'électricité notifiera au concessionnaire sa décision, en la forme administrative. A moins de décision contraire du ministre chargé de l'électricité, notifiée dans le délai imparti, la concession se trouvera de plein droit prorogée aux conditions antérieurement prévues, mais pour une durée de trente ans seulement.

Si le concessionnaire n'a pas adressé de demande au ministre chargé de l'électricité avant le commencement de la sixième année précédant la fin de la concession, celui-ci ne sera pas renouvelée et prendra fin au terme fixé par le présent cahier des charges.

Dans tous les cas, si le ministre chargé de l'électricité entend procéder à une nouvelle concession, le concessionnaire actuel aura un droit de préférence s'il accepte les conditions du cahier des charges préparé pour la nouvelle concession.

Article 33.

Travaux exécutés pendant les dix dernières années.

En cas de non-renouvellement de la présente concession, le concessionnaire couvrira, pendant les dix dernières années, pour les travaux nécessaires à la bonne marche et au développement de la future exploitation un compte spécial où seront portées les dépenses relatives à ceux de ces travaux dont l'amortissement sera supporté par l'Etat dans les conditions déterminées ci-après.

Avant le 1^{er} mai de chaque année, le concessionnaire soumettra à l'ingénieur en chef du contrôle le projet, avec devis estimatif, de tous les travaux envisagés ayant pour objet d'augmenter la consistance ou la valeur des dépendances immobilières de la concession telles qu'elles sont définies à l'article 2, qu'il a l'intention d'affecter au cours de l'année suivante, et dont il propose d'imputer les dépenses au compte spécial. L'ingénieur en chef du contrôle aura toutefois la faculté de prolonger au-delà du 1^{er} mai le délai imparti au concessionnaire pour la présentation de ce projet de travaux.

L'ingénieur en chef du contrôle examinera si les travaux projetés rentrent bien dans la catégorie de ceux qui sont visés à l'article 30 de la loi du 16 octobre 1919 (10°) et présentent pour l'exploitation future un intérêt suffisant.

S'il estime que ces conditions sont réalisées, il décidera qu'elles sont celles des dépenses qui seront portées au compte spécial.

Faute par l'ingénieur en chef du contrôle d'avoir fait connaître sa décision dans un délai de trois mois après réception du projet présenté par le concessionnaire, l'admission des dépenses au compte spécial sera réputée agréée.

Avant le 1^{er} avril de chaque année, le compte spécial de l'année précédente sera présenté à l'ingénieur en chef du contrôle, qui aura tous pouvoirs pour vérifier l'exactitude des dépenses, rassurer qu'elles se rapportent aux travaux admis à ce compte, et prescrire, s'il y a lieu, les rectifications nécessaires.

Les dépenses ainsi admises sont réputées inscrites au compte spécial à la date du 1^{er} janvier de l'année qui suivra l'exécution des travaux, et l'amortissement en sera effectué annuellement sur ce compte, en prenant pour base un taux uniforme et forfaitaire d'un quinzième de leur montant initial.

Quand la concession aura pris fin, le total des sommes non encore amorties en vertu de l'annuité qui précède sera porté au débit de l'Etat pour règlement de compte prévu par l'article 37.

Si le solde de ce compte est en faveur du concessionnaire, les sommes dues par l'Etat au concessionnaire lui seront versées dans les douze mois qui suivront le terme de la concession. A partir du commencement du septième mois, ces sommes porteront intérêt au profit du concessionnaire au taux légal.

Article 34.

Travaux exécutés pendant les cinq dernières années.

A dater de la cinquième année précédant le terme de la concession, le concessionnaire sera tenu d'exécuter, aux frais de l'Etat, les travaux que l'ingénieur en chef du contrôle jugera nécessaires à la préparation et à l'aménagement de l'exploitation future.

A cet effet, celui-ci remettra au concessionnaire, avant le 1^{er} mai de chaque année, le programme des travaux qu'il sera tenu d'exécuter pour le compte de l'Etat dans le courant de l'année suivante. Ces programmes seront conçus de manière à ne pas mettre le concessionnaire dans l'impossibilité de réaliser, pour chacune des cinq années de la dernière période, une production au moins égale à la moyenne des cinq années de la période quinquennale précédente diminuée de 10 p. 100.

Le concessionnaire devra communiquer à l'ingénieur en chef du contrôle les projets de marchés de fournitures et entreprises à passer pour ces travaux; ils ne seront conclus définitivement qu'après avoir été acceptés par l'ingénieur en chef du contrôle.

Le concessionnaire demeurera responsable de l'exécution des travaux ainsi affectés pour le compte de l'Etat, en tout ce qui concerne les lois et règlements sur l'utilisation des cours d'eau.

Article 35.

Calcul des dépenses afférentes aux travaux ci-dessus.

Les prix adoptés, tant pour le calcul des dépenses à porter au compte spécial par application des dispositions de l'article 33 que pour le règlement des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, en conformité de l'article 34 seront, pour la main-d'œuvre, les prix appliqués par le concessionnaire dans les travaux effectués pour son propre compte pour les travaux à l'entreprise, et pour les fournitures, les sommes effectivement payées à l'entrepreneur ou au fournisseur.

Une juste ventilation sera faite pour toutes les dépenses d'établissement, d'exploitation et d'entretien qui seraient communes aux travaux du concessionnaire et aux travaux commandés par l'Etat.

Le coût des travaux ainsi déterminé sera majoré à forfait de 10 p. 100 pour frais généraux et dépenses accessoires.

Article 36.

Mode de paiement des travaux ci-dessus.

Le relevé des dépenses effectuées chaque année par le concessionnaire pour le compte de l'Etat par application de l'article 34 sera présenté avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

Dans le mois qui suivra la présentation de ce compte, l'Etat versera un acompte égal aux neuf dixièmes du montant de la créance, et payera le solde dans le mois qui suivra l'arrêté définitif du compte.

Les avances que l'Etat pourra demander au concessionnaire de faire chaque année pour son compte, en vue de l'exécution des travaux prévus à l'article 34, ne pourront, en aucun cas, dépasser 20 p. 100 du fonds de roulement moyen afférent aux cinq années de la période quinquennale précédente.

Article 37.

Reprise des installations en fin de concession.

A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, l'Etat sera subrogé aux droits du concessionnaire.

Il prendra possession de toutes les dépendances immobilières de la concession, énumérées à l'article 2 ci-dessus qui lui seront remises gratuitement, franchises et quittes de tous privilèges, hypothèques et autres droits réels et, en outre, s'il y a lieu, de toutes celles des installations complémentaires dont il aurait assumé la charge dans les conditions prévues par l'article 34.

Il aura la faculté de reprendre, moyennant indemnité, et dans les conditions fixées ci-après, le surplus de l'outillage y compris les installations nécessaires à la transformation de l'énergie.

Si le ministre chargé de l'électricité estime qu'il doit faire usage de cette faculté, il fera connaître au concessionnaire trois ans avant l'expiration de la concession, son intention de procéder à une

estimation de cet outillage à dire d'experts, en l'invitant à désigner son expert. Si, dans le délai de deux mois, le concessionnaire n'a pas notifié à l'ingénieur en chef du contrôle le nom de l'expert choisi par lui, il sera procédé à l'expertise par un expert unique désigné par le président du tribunal administratif. Si le concessionnaire a désigné son expert et si cet expert ne se met pas d'accord avec celui de l'administration pour désigner un troisième expert, celui-ci sera désigné par le président du tribunal administratif.

Les experts dresseront un état descriptif et estimatif de l'outillage.

Deux ans avant l'expiration de la concession, le ministre chargé de l'électricité notifiera au concessionnaire s'il entend user de son droit d'acquiescer cet outillage. Faute par lui d'en user, les frais de l'expertise resteront à la charge de l'Etat.

En cas de reprise du matériel, à défaut d'accord sur le prix et la répartition des frais, il sera statué par la juridiction compétente sur le vu des résultats de l'expertise.

Compte sera tenu, en tous les cas, de la dépréciation éventuelle subie par le matériel entre la date de l'expertise et celle de la reprise.

Les indemnités dues au concessionnaire pour l'outillage et les approvisionnements ainsi repris seront payables dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.

Pendant les deux dernières années qui précèdent l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de lui donner connaissance des clauses de tous les traités en cours pour la fourniture de l'énergie.

Article 38.

Rachat de la concession.

A toute époque à partir de l'expiration de la vingt-cinquième année qui suivra la date fixée pour l'achèvement des travaux, l'Etat aura le droit de racheter la concession. Le rachat produira effet à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle il aura été prononcé.

En cas de rachat, le concessionnaire recevra pour toute indemnité :

1^{re} Pendant chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession, une annuité (A) égale au produit net moyen des sept années d'exploitation précédant celle où le rachat sera effectué, déduction faite des deux plus mauvaises ;

Le produit net de chaque année sera calculé en retranchant des recettes toutes les dépenses faites pour l'exploitation de la chute concédée, y compris l'entretien et le renouvellement des ouvrages et du matériel, mais non compris les charges du capital ni l'amortissement des dépenses de premier établissement.

En aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour termes de comparaison.

2^{re} Une somme (B) égale aux dépenses dûment justifiées supportées par le concessionnaire pour l'établissement des ouvrages dépendant de la concession et subsistant au moment du rachat, qui auront été régulièrement endossées pendant les quinze années précédant le rachat, soit déduction, pour chaque ouvrage d'un dixième de la dépense pour chaque année écoulée depuis son achèvement.

L'Etat sera tenu, dans tous les cas, de se substituer au concessionnaire pour l'exécution des contrats passés par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation et l'exécution de ses fournitures.

Cette obligation s'étendra, pour les engagements et marchés relatifs à des fournitures de courant, à toute la durée stipulée dans chaque contrat sans pouvoir dépasser le terme de la concession. Toutefois, si l'Etat établissait que certaines conditions de prix ou autres d'un contrat de fourniture de courant n'étaient pas justifiées comme normales pour l'époque où elles ont été souscrites en ayant égard à l'ensemble des circonstances de l'époque, il pourrait en réclamer la réformation par la voie contentieuse pour leur substituer les conditions qui seraient jugées normales pour ladite époque et pour cet ensemble de circonstances.

Pour les autres engagements et marchés, l'Etat ne sera tenu d'en continuer l'exécution que pendant cinq années au plus à partir du rachat.

L'Etat est également tenu de reprendre les approvisionnements, la valeur des objets repris sera fixée à l'amiable ou à dire d'experts et sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.

Il en sera de même du matériel électrique si le concessionnaire le demande.

Article 39.

Remise des ouvrages.

En cas de rachat, ou à l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de remettre en bon état d'entretien toutes les installations reprises par l'Etat.

L'Etat pourra, s'il y a lieu, retenir sur les indemnités dues au concessionnaire les sommes nécessaires pour mettre en bon état ces installations.

Dans les deux dernières années qui précéderont le terme de la concession, il pourra également se faire remettre les revenus nets de l'usine pour les employer à rétablir en bon état les installations qui doivent lui faire retour, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement aux obligations lui incombant à cet égard et si le montant de l'indemnité à prévoir en raison de la reprise, joint au cautionnement, n'est pas jugé suffisant pour couvrir les dépenses de travaux reconnus nécessaires.

Article 40.

Alimentation en énergie des installations du concessionnaire en cas de rachat.

Néant.

Article 41.

Déchéance et mise en régie provisoire.

Si le concessionnaire n'a pas présenté les projets d'exécution, ou s'il n'a pas achevé ou mis en service les ouvrages et l'usine conédée dans les délais et conditions fixés par le cahier des charges, il encourra la déchéance, qui sera prononcée sans mise en demeure préalable, dans les conditions de l'article 30 du décret du 17 juin 1958.

Si la sécurité publique vient à être compromise, le préfet, après avis de l'ingénieur en chef du contrôle, prendra aux frais et risques du concessionnaire, les mesures provisoires nécessaires pour prévenir tout danger. Il soumettra au ministre chargé de l'électricité les mesures qu'il aura prises à cet effet. Le ministre chargé de l'électricité prescrira, s'il y a lieu, les modifications à apporter à ces mesures et adressera au concessionnaire une mise en demeure fixant le délai à lui imparti pour assurer à l'avenir la sécurité de l'exploitation.

Si l'exploitation de l'usine et de ses dépendances vient à être interrompue en partie ou en totalité, il pourra également y être pourvu aux frais et risques du concessionnaire. Le préfet soumettra immédiatement au ministre chargé de l'électricité les mesures à prendre pour assurer provisoirement le fonctionnement de l'usine génératrice. Le ministre statuera sur ces propositions et adressera une mise en demeure fixant au concessionnaire un délai pour reprendre le service.

Si, à l'expiration du délai imparti dans les cas prévus aux deux alinéas qui précèdent, il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, la déchéance pourra être prononcée.

La déchéance pourra également être prononcée si le concessionnaire, après mise en demeure, ne se conforme pas aux prescriptions de l'article 1^{er} du cahier des charges en ce qui concerne l'objet principal de l'entreprise ou s'il ne reconstruit pas le cautionnement prévu à l'article 57 ci-après, dans le cas où des prélèvements auraient été effectués sur ce cautionnement, en conformité des dispositions du cahier des charges.

La déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

Si la déchéance est prononcée dans des cas autres que ceux de l'article 30 du décret du 17 juin 1958, relatif à l'utilisation des forces motrices nationales, elle le sera par décret.

Article 42.

Procédure en cas de déchéance.

Dans le cas de déchéance, le ministre chargé de l'électricité aura la faculté de pourvoir tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements du concessionnaire au moyen d'une adjudication qui sera ouverte sur une mise à prix des projets, des terrains acquis, des ouvrages exécutés, du matériel et des approvisionnements.

Cette mise à prix sera fixée par le ministre chargé de l'électricité, sur la proposition du préfet, le concessionnaire ou ses ayants droit entendus.

Nul ne sera admis à concourir à l'adjudication s'il n'a, au préalable, été agréé par le ministre chargé de l'électricité et s'il n'a fait, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie

générale ou à une recette des finances du département, un dépôt de garantie égal au quart du cautionnement prévu par le présent cahier des charges.

L'adjudication aura lieu suivant les formes prévues en matière de travaux publics.

L'adjudicataire sera tenu aux clauses du présent cahier des charges et subordonné aux droits et charges du concessionnaire évincé qui recouvrera le prix de l'adjudication.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée, sans mise à prix, après un délai de trois mois. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, les installations ainsi que les approvisionnements deviendront, sans indemnité, la propriété de l'Etat.

Si la déchéance est prononcée par application de l'article 30 du décret du 17 juin 1958, il sera fait application de l'article 21 dudit décret.

CHAPITRE VIII

CLAUSES FINANCIÈRES

Article 43.

Redevance fixe (sur les cours d'eau domaniaux seulement).

Néant.

Article 44.

Redevance proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits.

Le concessionnaire sera assujéti à une redevance proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits par l'usine génératrice et déterminée par la formule suivante :

$$R = \frac{a}{10\,000} \cdot \frac{I}{I_0} \cdot P$$

dans laquelle :

a représente, diminué de la consommation des services auxiliaires de l'aménagement hydroélectrique et des fournitures d'énergie faites au titre de l'énergie réservée, d'une part, et des restitutions en nature correspondant aux droits à l'usage de l'eau exercés, d'autre part, le nombre de kWh produits pendant l'année précédant celle de l'établissement de la redevance, décompté aux bornes des générateurs accouplés aux moteurs hydrauliques ou en tous autres points des circuits de force de l'usine et ramené, dans ce cas, aux bornes des générateurs par application de la formule agréée par l'ingénieur en chef du contrôle.

I représente la valeur de l'index économique électrique haute tension au 1^{er} janvier de l'année considérée.

I₀ représente la valeur de ce même index au 1^{er} janvier 1954.

Le montant R de la redevance sera arrondi à la dizaine de francs supérieure.

Les appareils destinés à l'enregistrement des quantités d'énergie seront fournis par le concessionnaire, agréés et vérifiés par l'administration. Ils seront soumis à la surveillance des agents du contrôle qui auront le droit de procéder à toutes époques aux vérifications qu'ils jugeront nécessaires et d'exiger les réparations et, le cas échéant, le remplacement des appareils défectueux.

La redevance sera payable à la Caisse du recouvrement des impôts de la situation de l'usine, en une seule fois, dans les trois mois qui suivront la date de notification faite au concessionnaire, par la voie administrative, du montant exigible d'après les résultats de la dernière période annuelle d'exploitation.

La première redevance sera payée, en tout état de cause, dans l'année qui suivra la mise en service, même partielle de l'usine.

Article 45.

Mode de révision de la redevance proportionnelle, en fonction du produit net, lorsque le concessionnaire est une société régie par la loi du 24 juillet 1967 et ayant pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique.

Néant.

Article 45 bis.

Mode de révision de la redevance proportionnelle en fonction des dividendes répartis, lorsque le concessionnaire est une société régie par la loi du 24 juillet 1967 et ayant pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique.

Néant.

Article 43 ter.

Mode de révision de la redevance proportionnelle lorsque le concessionnaire n'est pas une société régie par la loi du 24 juillet 1867 ou lorsque la concession n'a pas pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique.

Néant.

Article 46.

Révision exceptionnelle de la redevance proportionnelle.

Néant.

Article 47.

A. — Contrôle technique.

Le contrôle de la construction et de l'exploitation de tous les ouvrages dépendant de la concession sera assuré par les ingénieurs chargés du contrôle.

Le personnel du contrôle aura constamment libre accès aux divers ouvrages et dans les bâtiments dépendant de la concession. Il pourra prendre connaissance de tous les états graphiques, tableaux et documents tenus par le concessionnaire pour la vérification des débits, puissances, mesures de rendement et quantité d'énergie utilisée dans l'usine génératrice, ainsi que des prix et conditions de vente de l'énergie aux divers acheteurs ou abonnés.

Les frais de contrôle sont à la charge du concessionnaire. Le montant en est fixé :

Au chiffre de 375 F par an pour la période de construction, c'est-à-dire depuis le 1^{er} janvier qui précède la date du décret de concession jusqu'au 31 décembre qui suit la mise en marche de l'usine ;

Et de 385 F par an pour la période d'exploitation, c'est-à-dire à partir du 1^{er} janvier qui suit la mise en service de l'usine génératrice.

Us seront versés au Trésor avant le 1^{er} mars de chaque année sur le vu d'un état arrêté par le ministre chargé de l'électricité ou par le préfet délégué à cet effet et formant titre de perception. A défaut de versement par le concessionnaire, le recouvrement en sera poursuivi en conformité des règles générales de la comptabilité publique de l'Etat.

Le concessionnaire sera tenu de remettre chaque année, à l'ingénieur en chef du contrôle, un compte rendu faisant connaître les résultats généraux de son exploitation et faisant ressortir notamment que cette exploitation se poursuit conformément à l'objet principal de la concession, tel qu'il est défini à l'article 1^{er} du cahier des charges.

Ce compte rendu sera établi conformément au modèle arrêté par le ministre chargé de l'électricité et pourra être publié en tout ou partie.

B. — Contrôle financier.

Le concessionnaire sera tenu, à toute époque, de communiquer à l'ingénieur en chef du contrôle la comptabilité de l'exploitation de la concession, ainsi que tous les documents que celui-ci jugerait nécessaires pour en vérifier l'exactitude, ainsi que les comptes des autres entreprises du concessionnaire, dans la mesure où elles auront, à ce point de vue, une connexion quelconque avec l'exploitation de la présente concession. Dans cette vérification, l'ingénieur en chef du contrôle pourra se faire assister de fonctionnaires appartenant à l'administration des finances.

Le concessionnaire sera en outre tenu de se soumettre à toutes les vérifications auxquelles le ministre du budget jugerait utile de faire procéder par ses propres agents, d'autre part.

CHAPITRE IX

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA CONCESSION

Article 48.

Néant.

CHAPITRE X

CLAUSES DIVERSES

Article 49.

Cession de la concession.

Toute cession partielle ou totale de la concession, tout changement de concessionnaire ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par décret délibéré en Conseil d'Etat.

Faute par le concessionnaire de se conformer aux dispositions du présent article, il encourra la déchéance.

Article 50.

Autres concessions de l'Etat.

L'Etat se réserve de pratiquer, concéder ou autoriser sur la rivière la Durdelle à l'amont de la prise d'eau concédée et jusqu'à concurrence d'un total de 50 litres par seconde, toutes dérivations en vue de l'irrigation, de l'alimentation des centres habités ou d'un service public, sans que le concessionnaire puisse élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 51.

Emplois réservés.

En conformité des lois et règlements actuellement en vigueur, le concessionnaire devra réserver aux anciens militaires et à leurs ayants droit remplissant les conditions prévues par ces lois et par ces règlements, un certain nombre d'emplois. Il se conformera, à cet effet, aux dispositions édictées pour l'application des lois dont il s'agit.

Article 51 bis.

Statut du personnel.

Le statut appliqué au personnel est le statut national du personnel des industries électriques et gazières.

Article 51 ter.

Travailleurs étrangers.

Les proportions des travailleurs étrangers qui seront employés sur les chantiers de la concession ne devront pas dépasser, sous réserve des conventions internationales applicables en France pour les diverses professions, les pourcentages déterminés dans le département du Puy-de-Dôme par les arrêtés du ministre du travail pris en application de la loi du 10 août 1932.

Pour l'exploitation de la concession, il ne pourra être employé de personnel étranger que dans les conditions fixées par la législation protégeant la main-d'œuvre nationale et par les conventions internationales.

Article 52.

Hypothèque.

Tous projets de contrats relatifs aux hypothèques dont pourraient être l'objet les droits résultant de la présente concession, devront être notifiés pour avis au ministre chargé de l'électricité.

Article 53.

Impôts.

Tous les impôts établis ou à établir par l'Etat, les départements ou les communes, y compris les impôts relatifs aux immeubles de la concession, seront à la charge du concessionnaire.

S'il est ultérieurement établi, à la charge des usines hydrauliques, un impôt spécial instituant une redevance proportionnelle à l'énergie produite ou aux dividendes et bénéfices répartis, les sommes dues à l'Etat, par le concessionnaire, au titre des redevances contractuelles seront réduites du montant de cet impôt.

Au cas où des impôts nouveaux relatifs à la production ou à la vente, aux bornes de l'usine, de l'énergie électrique, autres que ceux prévus à l'alinéa précédent, frapperaient le concessionnaire, ce dernier se réserve le droit de demander une augmentation des tarifs maxima. Il sera statué sur cette demande comme en matière de révision des tarifs.

Le concessionnaire sera tenu de faire sous sa responsabilité et pour le compte de l'Etat, les déclarations prévues par l'article 1466 du code général des impôts et par les articles 321 E et 321 G de l'annexe III du même code en vue de l'exonération temporaire de la taxe foncière sur les dépendances immobilières de la concession.

En application des dispositions des articles 1390, 1472, 1474 et 1475 du code général des impôts et des articles 316 à 321 B et 323 de l'annexe III du même code, la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements sera répartie entre les communes latérales, conformément aux pourcentages suivants :

Communes.

Thiers	96,65 p. 100
La Monnerie-le-Montel	1,35 p. 100

100,00 p. 100

Ces pourcentages pourront être révisés par l'ingénieur en chef du contrôle dans la mesure où les éléments servant de base à la répartition ne trouvent pas de modifications par rapport à ceux figurant au projet soumis à l'enquête.

Article 34.

Taux de statistique.

Néant.

Article 35.

Recouvrement des taxes et redevances.

Le recouvrement des taxes et redevances au profit de l'Etat sera opéré d'après les règles en vigueur pour le recouvrement des produits et revenus domaniaux.

En cas de retard dans le paiement de la redevance proportionnelle fixée par l'article 44 ci-dessus, les sommes échues et non payées au terme fixé porteront intérêt de plein droit aux taux des intérêts moratoires prévus en matière domaniale, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard; les fractions de mois seront négligées pour le calcul de ces intérêts.

Les dispositions des articles 1931, 1932, 1933 et 1935 du code général des impôts sont applicables au recouvrement des taxes susvisées.

Article 36.

Pénalités.

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et sous réserve de la déchéance qui pourrait être encourue, une amende pourra lui être infligée, conformément à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 16 octobre 1919 relative à l'exploitation de l'énergie hydraulique, ceci sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers intéressés.

Article 37.

Cautionnement.

Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera, soit à la caisse des dépôts et consignations, à Paris, ou pour le compte de cette caisse, à la trésorerie générale ou à une recette des finances du département une somme de 150 000 F, dans les conditions prévues par les lois et règlements pour les cautionnements en matière de travaux publics. Au cautionnement peut être substituée, avec l'agrément de l'administration, une garantie bancaire.

Le cautionnement de l'entreprise est destiné à garantir la bonne exécution et l'entretien des ouvrages.

La moitié de ce cautionnement, soit la somme de 75 000 F, sera remboursée au concessionnaire après le règlement des travaux.

Sur la moitié restante du cautionnement pourront être prélevées les dépenses faites en raison des mesures prises aux frais du concessionnaire pour assurer la sécurité publique ou la reprise de l'exploitation en cas de suspension, conformément aux prescriptions du présent cahier des charges.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, le concessionnaire devra le compléter à nouveau dans un délai de quinze jours, à dater de la mise en demeure qui lui sera adressée à cet effet.

Conformément à l'article 22 du décret-loi du 17 juin 1938, en cas de déchéance et indépendamment de toute demande de dommages et intérêts que l'autorité concédante pourra soulever à l'encontre du concessionnaire déchu, le cautionnement prévu ci-dessus restera acquis de plein droit à l'autorité concédante.

Article 38.

Agents du concessionnaire.

Les agents et gardes que le concessionnaire aura fait asseoir pour la surveillance et la police des ouvrages de la concession et de ses dépendances, seront porteurs d'un signe distinctif et munis d'un titre constatant leurs fonctions. Ils devront être agréés par l'administration.

Article 39.

Jugement des contestations.

Les contestations qui s'élèveront entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent cahier des charges seront jugées par le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le siège de l'usine.

Toutefois, les litiges dans lesquels l'Etat serait engagé par l'application de la présente convention peuvent être soumis à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre III du code de procédure civile, ou suivant toute autre procédure qui serait légalement instituée.

Article 40.

Election de domicile.

Le concessionnaire fait election de domicile à Paris, 3 et 5, avenue de Friedland.

Article 41.

Frais d'enregistrement et de publication au Journal officiel.

Le présent cahier des charges et la convention à laquelle il est annexé ne sont pas soumis à la formalité de l'enregistrement. Ils n'enfreint pas, en outre, dans le champ d'application du droit de timbre défini à l'article 890 du code général des impôts.

Les frais de publication au Journal officiel et d'impression des tirages à part seront supportés par le concessionnaire.

Forces hydrauliques de Meuse :

Le président du conseil d'administration,
G. MAURIN.

Vu pour être annexé au décret approuvant la convention de concession.

Paris, le 3 septembre 1962.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général
de l'énergie et des matières premières :

Le directeur du gaz, de l'électricité et du charbon,
Y. COUPON.

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Décret portant nomination du directeur de la Caisse nationale des allocations familiales.

Par décret en date du 13 mars 1963, M. Fragonard (Bertrand) est nommé en qualité de directeur de la Caisse nationale des allocations familiales pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1963.

Décret portant titularisation (médecins inspecteurs de la santé).

Par décret du Président de la République en date du 9 mars 1963, les médecins inspecteurs de la santé stagiaires dont les noms suivent sont titularisés en qualité de médecins inspecteurs de la santé de 2^e classe, 1^{er} échelon, à compter du 28 septembre 1962 :

Les docteurs :

Manetti (Suzanne).	Pinteaux (Anne).
Vegas (Robert).	Delpach (Dominique).
Floury (Bruno).	Cosmeas (Renée).
Hidreau (Jean-Marc).	Ortola-Delavalle (Patricia).
Tharand (Françoise).	Perragu (Odile).
Sgro (Mélène).	Ibrahim (Jacqueline).
Aullen (Jean-Patrice).	Nebbia (Danièle).
Corabie (Gérard).	Baux (Nicole).

TRAVAIL.

Extension d'un avenant modifiant la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne.

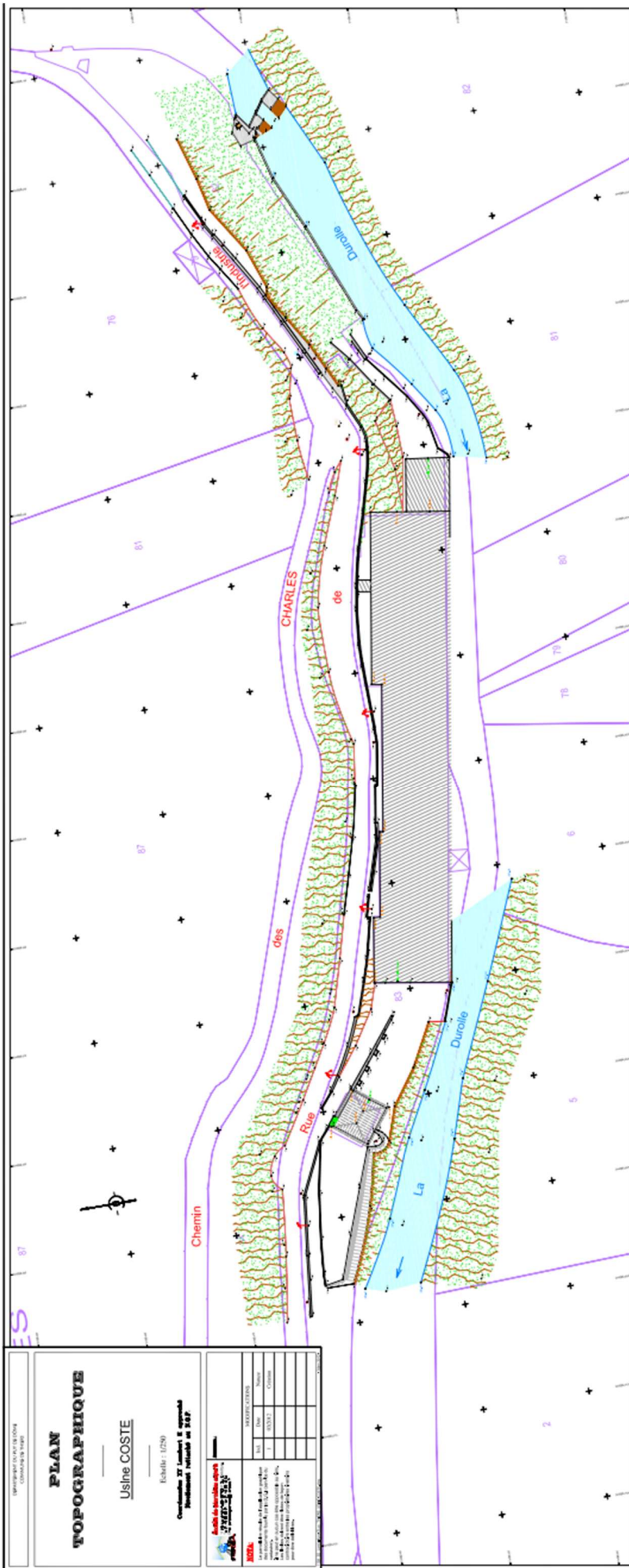
Le ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 11 août 1960 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 16 mars 1962, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne du 16 juillet 1954 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 9 novembre 1962 (quatre barèmes annexés) à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension formulée par les organisations signataires ;



PLAN
TOPOGRAPHIQUE
Usine COSTE
 Echelle: 1/250
 Contour de 20 mètres et 100 mètres
 Projection: Lambert 93
 Date: 1997

RELEVÉS		CALCULS		DRESSAGE	
N°	DATE	N°	DATE	N°	DATE
1	1997	1	1997	1	1997
2	1997	2	1997	2	1997
3	1997	3	1997	3	1997
4	1997	4	1997	4	1997
5	1997	5	1997	5	1997
6	1997	6	1997	6	1997
7	1997	7	1997	7	1997
8	1997	8	1997	8	1997
9	1997	9	1997	9	1997
10	1997	10	1997	10	1997
11	1997	11	1997	11	1997
12	1997	12	1997	12	1997
13	1997	13	1997	13	1997
14	1997	14	1997	14	1997
15	1997	15	1997	15	1997
16	1997	16	1997	16	1997
17	1997	17	1997	17	1997
18	1997	18	1997	18	1997
19	1997	19	1997	19	1997
20	1997	20	1997	20	1997
21	1997	21	1997	21	1997
22	1997	22	1997	22	1997
23	1997	23	1997	23	1997
24	1997	24	1997	24	1997
25	1997	25	1997	25	1997
26	1997	26	1997	26	1997
27	1997	27	1997	27	1997
28	1997	28	1997	28	1997
29	1997	29	1997	29	1997
30	1997	30	1997	30	1997
31	1997	31	1997	31	1997
32	1997	32	1997	32	1997
33	1997	33	1997	33	1997
34	1997	34	1997	34	1997
35	1997	35	1997	35	1997
36	1997	36	1997	36	1997
37	1997	37	1997	37	1997
38	1997	38	1997	38	1997
39	1997	39	1997	39	1997
40	1997	40	1997	40	1997
41	1997	41	1997	41	1997
42	1997	42	1997	42	1997
43	1997	43	1997	43	1997
44	1997	44	1997	44	1997
45	1997	45	1997	45	1997
46	1997	46	1997	46	1997
47	1997	47	1997	47	1997
48	1997	48	1997	48	1997
49	1997	49	1997	49	1997
50	1997	50	1997	50	1997
51	1997	51	1997	51	1997
52	1997	52	1997	52	1997
53	1997	53	1997	53	1997
54	1997	54	1997	54	1997
55	1997	55	1997	55	1997
56	1997	56	1997	56	1997
57	1997	57	1997	57	1997
58	1997	58	1997	58	1997
59	1997	59	1997	59	1997
60	1997	60	1997	60	1997
61	1997	61	1997	61	1997
62	1997	62	1997	62	1997
63	1997	63	1997	63	1997
64	1997	64	1997	64	1997
65	1997	65	1997	65	1997
66	1997	66	1997	66	1997
67	1997	67	1997	67	1997
68	1997	68	1997	68	1997
69	1997	69	1997	69	1997
70	1997	70	1997	70	1997
71	1997	71	1997	71	1997
72	1997	72	1997	72	1997
73	1997	73	1997	73	1997
74	1997	74	1997	74	1997
75	1997	75	1997	75	1997
76	1997	76	1997	76	1997
77	1997	77	1997	77	1997
78	1997	78	1997	78	1997
79	1997	79	1997	79	1997
80	1997	80	1997	80	1997
81	1997	81	1997	81	1997
82	1997	82	1997	82	1997
83	1997	83	1997	83	1997
84	1997	84	1997	84	1997
85	1997	85	1997	85	1997
86	1997	86	1997	86	1997
87	1997	87	1997	87	1997
88	1997	88	1997	88	1997
89	1997	89	1997	89	1997
90	1997	90	1997	90	1997
91	1997	91	1997	91	1997
92	1997	92	1997	92	1997
93	1997	93	1997	93	1997
94	1997	94	1997	94	1997
95	1997	95	1997	95	1997
96	1997	96	1997	96	1997
97	1997	97	1997	97	1997
98	1997	98	1997	98	1997
99	1997	99	1997	99	1997
100	1997	100	1997	100	1997

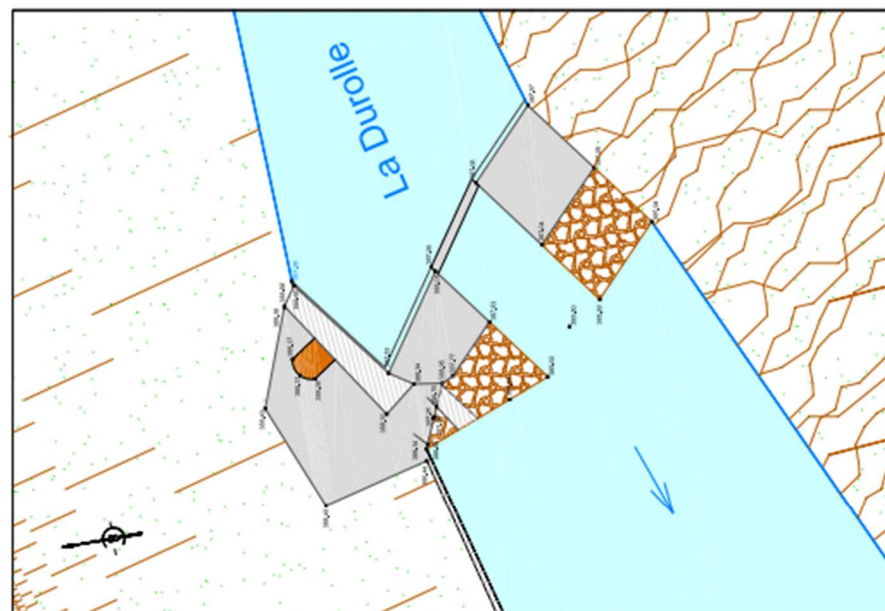
DEPARTEMENT DU PUY DE DÔME
COMMUNE DE THIERS

PLAN TOPOGRAPHIQUE

Usine COSTE - Barrage

Echelle : 1/100

Coordonnées XY Lambert II approché
Nivellement rattaché au N.G.F.



NOTA:

Le plan ci-dessus est le résultat de l'application graphique des documents fournis par la D.G.I (service du cadastre).
Il ne peut en aucun cas être opposable au tiers.
Les limites doivent être fixées de façon contradictoire entre les propriétaires riverains pour être définitives.

MODIFICATIONS

Ind.	Date	Nature
1	03/2012	Création

11 rue de la République 63000 THIERS - 04 77 44 44 44 - www.sge.fr